

## Jaurès et la vie future

Gilles Candar

Jaurès et d'autres socialistes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle n'ont-ils pensé l'économie et la société du monde futur que sous un angle absolument productiviste ? Ce n'est pas ce qui ressort de leurs écrits, et Gilles Candar le démontre dans cet essai. On y découvre une pensée et une action politique confrontées aux premières questions posées par la croissance de la production : le développement du machinisme, le risque industriel, l'hygiène et la pollution, l'alimentation de masse ou la protection des paysages.

Gilles Candar dresse ainsi le portrait d'une époque fondatrice pour le socialisme, permettant d'approcher au plus près son programme initial d'émancipation, sa portée comme ses limites ou contradictions. Mais aussi celui d'un homme, Jaurès, sous un angle inattendu.

10 euros TTC  
ISBN 978-2-8159-4663-6



9 782815 946636



Fondation Jean Jaurès  
ÉDITIONS

**l'aube**

Gilles Candar

**Jaurès**

et la vie future

## Jaurès et la vie future

Gilles Candar





# JAURÈS ET LA VIE FUTURE

---

Gilles Candar

# JAUÈS ET LA VIE FUTURE

---

Fondation Jean-Jaurès  
12, Cité Malesherbes  
75009 Paris  
[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

© Fondation Jean-Jaurès éditions  
et éditions de l'Aube, 2021

ISBN 978-2-8159-4663-6

Fondation Jean-Jaurès éditions / éditions de l'Aube

# INTRODUCTION

---

Lors de la grande confrontation de juin 1906 entre Jaurès et Clemenceau, un des échanges les plus célèbres et commentés de l'histoire politique de la République, le second, ministre de l'Intérieur, se présentant comme « le modeste ouvrier des cathédrales qui apporte obscurément sa pierre à l'édifice auguste qu'il ne verra jamais », raille « les palais de féerie » imaginés par le premier. On lui prête un bon mot, qui aurait été prononcé dans les couloirs de la Chambre en marge des interventions à la tribune : « On reconnaît un discours de M. Jaurès à ce que tous les verbes sont au futur<sup>1</sup>. » La raillerie est discutable car le député de Carmaux pense, parle et écrit à tous les temps, sans en exclure aucun. Peu d'hommes politiques ont consacré autant d'énergie à replacer leur action dans le mouvement de l'histoire, étudiant le passé depuis la formation de l'humanité, écrivant plusieurs études historiques marquantes et même une œuvre majeure, *l'Histoire socialiste de la Révolution française* (1900-1903). Difficile aussi de soutenir que Jaurès ne parle pas au présent. Il ne cesse de réfléchir à l'action possible dans les circonstances du

---

1. Ces interventions de Jaurès sont reprises des *Cœuvres de Jean Jaurès*, tome 11, *Voici le XX<sup>e</sup> siècle!* 1905-1907, édité par Vincent Duclert, Paris, Fayard, 2019. Présentation très synthétique – et contradictoire – du débat dans Gilles Candar et Manuel Valls, *La Gauche et le Pouvoir. Juin 1906: le débat Jaurès-Clemenceau*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2010.

Gilles Candar coordonne la publication des *Cœuvres de Jean Jaurès* aux éditions Fayard (15 volumes parus à ce jour sur 17 prévus) avec le soutien de la Fondation Jean-Jaurès. Président de la Société d'études jaurésiennes, il est l'auteur de *Jean Jaurès* (Fayard, 2014), avec Vincent Duclert, et de plusieurs autres études dont *Jean Longuet. Un internationaliste à l'épreuve de l'histoire* (PUR, 2007) et *Édouard Vaillant. L'invention de la gauche* (Armand Colin, 2018). Il participe aux comités de rédaction des *Cahiers Jaurès* et de *Mil Neuf Cent. Revue d'histoire intellectuelle*.

moment, quitte justement à modifier son point de vue en tenant compte de l'évolution de la situation. Il est reconnu comme un maître de l'action quotidienne, du travail parlementaire, du cheminement des politiques et de la loi, jusqu'à son application concrète et au choix des hommes chargés de la mettre en œuvre.

Pourtant, Jaurès n'est pas un empirique, il relie son action à « une conception générale du monde et de l'histoire<sup>1</sup> », pour reprendre les mots qu'il employa lui-même en s'adressant à Jules Ferry. À ce titre, il revendique de s'exprimer sur l'avenir de la société. Il cherche à en dessiner les grandes lignes, même si les nécessités de l'action le contraignent souvent à le faire de manière allusive ou à s'en tenir à des principes généraux. Peut-être un peu imprudemment, il promet à ses collègues de la Chambre, notamment à l'un de ses contradicteurs préférés, le libéral Édouard Aynard, député de Lyon, qu'il exposera un jour à la tribune un tableau détaillé de la société future. Le temps comme l'occasion lui manquent pour s'exécuter, d'autant qu'il tient sans doute aussi à ne pas trop permettre à ses adversaires des possibilités de dérivation, avec des polémiques sur les objectifs futurs du socialisme, alors que les textes à défendre au présent sont à chaque fois si nombreux et pressants. Néanmoins, il ne renonce pas et entreprend en effet plusieurs fois de s'expliquer « au futur ». C'est la raison fondamentale qui le pousse à écrire son gros livre, un peu touffu, *L'Armée nouvelle* (1910), en lui donnant justement la forme d'une proposition de loi réglementaire, partant de Jeanne d'Arc et de Turenne, Hoche et Napoléon pour aller en quelques centaines de pages de considérants préliminaires à l'armée républicaine qu'il appelle de ses vœux et dont il propose l'organisation en quelques articles. Il projette d'écrire un livre équivalent sur la

1. Jean Jaurès (désormais JJ), « Le socialisme et le radicalisme en 1885 ». *Préface aux discours parlementaires*, Paris, Cornély, 1904, rééd. *Œuvres de Jean Jaurès*, tome 9, *Bloc des gauches*, édité par Gilles Candar, Vincent Duclert et Rémi Fabre, Paris, Fayard, 2016, p. 83 pour cette citation.

diplomatie française et le nouveau système de relations internationales à mettre en place, esquissées par les rencontres parlementaires avec les députés britanniques et allemands alors que, par ailleurs, il a assez régulièrement l'occasion d'indiquer les grandes lignes de l'évolution économique et sociale souhaitée. Bref, il s'explique suffisamment pour que nous puissions avoir une idée assez précise de l'orientation préconisée, non seulement à court terme, à l'échelle d'une législature ou deux, mais sur un plus long terme.

Il envisage une société socialiste où l'essentiel de la production et des échanges serait socialisé, donc relèverait sous une forme ou une autre, non de l'État<sup>1</sup>, comme ce sera le cas dans les pays dits socialistes du XX<sup>e</sup> siècle, mais de la nation. Le moteur de la société socialiste doit être constitué par la justice, la satisfaction des besoins et l'épanouissement des individus. Toute une littérature existe à ce sujet, produite par Jaurès, ses contradicteurs ou ses camarades de pensée et d'action, comme par les chercheurs, historiens et autres qui s'y sont intéressés. Aujourd'hui, ce socialisme est parfois considéré comme désuet car ne prenant pas en compte les possibilités de la planète, poussant au contraire à une croissance forte de l'économie, au développement sans fin des forces productives pour assurer le bonheur de l'humanité, à un productivisme ou à un gaspillage qui se révéleraient aussi dévastateurs que ceux engendrés par le capitalisme. C'est l'impression qui se dégage par exemple de la lecture du bel et solide ouvrage de Serge Audier, *L'Âge productiviste*<sup>2</sup> : Jaurès tout comme Guesde seraient indifférents à la nature et aux enjeux environnementaux, célébrant la productivité bourgeoise afin de la récupérer au profit du prolétariat.

1. Pierre Dardot et Christian Laval, *Dominer. Enquête sur la souveraineté de l'État en Occident*, Paris, La Découverte, 2020.

2. Serge Audier, *L'Âge productiviste. Hégémonie prométhéenne, brèches et alternatives écologiques*, Paris, La Découverte, 2019.

Nous proposons de revenir un instant, non pas frontalement, mais par quelques remarques sans doute marginales sur cette histoire et ces questions. C'est très volontairement que nous privilégions Jaurès et son époque. Allant du début des années 1890 à la Grande Guerre, la période jaurésienne constitue le moment fondateur où les principes sont formulés, où s'élaborent les pratiques et même où s'installent les réflexes. Sans aller jusqu'au ridicule de vouloir dessiner les prémisses d'un socialisme écologique qui aurait été explicitement formulé voilà plus d'un siècle, il n'est sans doute pas inutile de jeter quelques passerelles entre questions d'hier et questions d'aujourd'hui relatives à ce sujet. Nous le faisons sans prétendre à une étude magistrale. D'autres que nous sont mieux armés pour cela. Du côté de la pensée socialiste, l'historien britannique Julian Wright a ainsi exploré l'idéalisme du socialisme français et son rapport à l'expérience du temps, en privilégiant lui aussi le grand moment jaurésien, et notamment *l'Histoire socialiste (1789-1900)* de la France contemporaine que dirige Jaurès entre 1900 et 1908, ainsi que son environnement intellectuel et politique, de Benoît Malon et Georges Renard à Marcel Sembat et Léon Blum<sup>1</sup>. Pour l'écologie elle-même, Serge Audier a récemment proposé les moyens de la relier aux pensées progressistes du siècle dernier, le républicanisme social et le socialisme démocratique<sup>2</sup>, en s'appuyant sur l'association et la solidarité pour penser l'interdépendance, la mutualisation et la coopération, devenant ainsi l'auteur de référence du projet socialiste sur le sujet<sup>3</sup>. Ils seront probablement suivis par beaucoup d'autres.

---

1. Julian Wright, *Socialism and the Experience of Time: Idealism and the Present in Modern France* [*Le Socialisme et l'Expérience du temps: l'idéalisme et le présent dans la France moderne*], Oxford, Oxford University Press, 2017.

2. Serge Audier, *La Cité écologique. Pour un éco-républicanisme*, Paris, La Découverte, 2020.

3. RDV 2022. *Justice climatique et politique environnementale*, avril 2021, consulté sur le site parti-socialiste.fr

Pour notre part, il ne s'agit donc que de quelques observations. Un point doit sans doute être précisé dès le départ. Contrairement à ce que le vague de la mémoire peut parfois laisser penser, l'idée de progrès est déjà en crise à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'exploration du monde s'achève et les empires coloniaux sont pour l'essentiel en place. La transformation des paysages par les effets de l'industrialisation commence à être vivement ressentie, non seulement par les poètes ou quelques artistes d'avant-garde, mais de manière commune. Une image à propos du charbon « pain de l'industrie », comme on a longtemps dit : confronter deux tableaux de cette époque, présentés à Paris au musée d'Orsay, *La Gare Saint-Lazare* (1877) de Claude Monet et *Au pays noir* (vers 1893) de Constantin Meunier permet de prendre toute la mesure de l'évolution des regards et de la sensibilité. Le second a perdu le bel optimisme qui a conduit le premier à peindre en rose ou en bleu lavande la fumée des locomotives à vapeur. La vie, végétale ou animale, le soleil et le ciel semblent avoir déserté cette productive région du Borinage<sup>1</sup>.

L'internationalisation des économies, la concurrence intercontinentale, les grandes migrations de travailleurs sont des thèmes fortement présents dans une vie publique dont les socialistes sont désormais des acteurs de premier plan. Ils ne représentent plus – ou plus seulement – une doctrine plus ou moins confuse, une hantise extrême ou une grande espérance, mais ils sont considérés comme une force constituée, installée dans l'opposition, voire parfois au sein de certaines majorités, en tout cas partie prenante du jeu politique. Leur ascension progressive, même irrégulière et résistible, accompagne l'industrialisation de la France, la croissance

---

1. Faut-il présenter politiquement ces deux artistes ? Claude Monet (1840-1926), l'ami de Clemenceau, est un « bon républicain », certes discret, mais incontestable. Peintre de la fête républicaine du 30 juin 1878 (*La Rue Montorgueil et Rue Saint-Denis*), il s'affirme dreyfusard. Le Belge Constantin Meunier (1831-1905), peintre et sculpteur du monde ouvrier, est un militant du Parti ouvrier belge et en devient une référence artistique.

d'une population ouvrière. Sont-ils déterminés à intensifier toujours plus la croissance, le machinisme et tous les aspects de la modernité économique? Un concept de croissance sobre ou modérée peut-il avoir du sens pour eux? Deux voies inconciliables se dessinent-elles alors ou des passerelles restent-elles envisageables? Évoquent-ils la question des productions locales? Sont-ils partisans d'un développement toujours plus poussé des échanges internationaux? Parle-t-on déjà de « gaspillage »? D'une manière plus générale, est-il licite d'aller au-delà de ce premier constat? Dans les conditions actuelles du débat politique, notamment concernant l'interrogation sur la possibilité de concilier approche socialiste et approche écologiste, il ne nous semble pas sans intérêt de revenir à Jaurès et éventuellement à certains de ses compagnons ou contradicteurs au sein du monde socialiste, tels Jules Guesde, Benoît Malon, Édouard Vaillant, Paul Lafargue, etc.

La période est assez courte (deux décennies environ), mais sans doute plus propice que d'autres à cet examen. Les données du problème changent ensuite : les guerres, les reconstructions, les crises dominent tout, pour les socialistes comme pour les libéraux ou les communistes. C'est pourquoi il est pertinent de remonter à ce moment primordial, même si, contrairement au nôtre, à partir du mitan des années 1890, il était aussi celui d'une internationalisation accrue et d'une nouvelle croissance économique, celle de la seconde révolution industrielle, fondée notamment sur l'essor de l'électricité et du pétrole.

Il serait évidemment oiseux, voire franchement ridicule de demander au socialisme jaurésien des réponses immédiatement transposables à notre époque. Jaurès s'adressait aux hommes et aux femmes de son temps et il n'échappait bien sûr pas à celui-ci, dans ses propositions comme dans sa manière de penser et de poser les problèmes. On peut néanmoins chercher à savoir s'il envisageait l'avenir avec des préoccupations d'équilibre naturel et humain, s'il s'interrogeait sur le niveau de consommation

attendu en société socialiste, bref si « les palais de féerie » moqués par Clemenceau seraient susceptibles d'intégrer certaines formes actuelles de préoccupations écologiques dans leurs moyens et réalisations. Il ne s'agit pas de dispenser le lecteur intéressé de se reporter directement à l'œuvre jaurésienne, plus aisée à consulter que naguère grâce aux mérites conjoints de l'édition et de la mise à disposition de ressources documentaires par l'informatique, mais de présenter un rapide tour d'horizon en espérant être utile au débat citoyen d'aujourd'hui.



## PROGRÈS ET RAISON

---

Le progrès jaurésien n'est en tout cas pas illimité et irréfléchi. Il est éclairé, façonné, mais aussi limité par la raison, par un attachement aux valeurs humanistes qui imposent par elles-mêmes une certaine prudence, le maintien de liens avec la tradition. Il se veut aussi concret. La critique de la société amène assez logiquement à se préoccuper de la situation physique et morale du prolétariat et des classes populaires, à traiter de l'alimentation, de la santé et de l'hygiène, au travail comme au domicile, pour la collectivité et pour l'individu. L'environnement du travail ou de la vie sociale n'est évidemment pas la préoccupation immédiate de la propagande socialiste, qui porte principalement sur les questions de propriété ou de pouvoir, mais les transformations matérielles du monde sont suffisamment rapides, importantes et controversées pour que celle-ci soit amenée à se soucier des paysages et à penser la ville, dont l'extension est une des grandes caractéristiques de l'époque. Météorologie et climatologie ont commencé à s'organiser et à se doter d'outils, d'institutions et de méthodes, comme l'ont montré Fabien Locher et quelques autres<sup>1</sup>. Tout préoccupés qu'ils soient par leur combat politique et social,

---

1. Fabien Locher, *Le Savant et la Tempête. Étudier l'atmosphère et prévoir le temps au XIX<sup>e</sup> siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, « Carnot », 2008 ; Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher, *Les Révoltes du ciel : une histoire du changement climatique*, Paris, Seuil, « L'univers historique », 2020.

les socialistes ne peuvent manquer d'être interpellés par ces sujets, qu'ils cherchent évidemment à intégrer dans leur démonstration de la nécessité d'un changement social. Ils sont attentifs au thème de la catastrophe : peut-elle éviter d'être réduite à une simple fatalité, être rattachée aux débats sur le capitalisme, le laisser-faire individuel et la solidarité collective ? Crues exceptionnelles ou étés caniculaires pourraient ainsi déboucher sur des réformes substantielles du régime foncier, de l'habitat, de l'urbanisme et de l'organisation économique, réformes que les socialistes seraient amenés à prendre en charge.

Jaurès se situe sans ambiguïté dans le camp du progrès. Héritier des Lumières, admirateur de Condorcet, il est convaincu que l'idée de justice joue un rôle important dans les transformations de la société. S'il est pleinement d'accord, à partir de 1891-1892, avec les analyses de Marx sur la création de valeur par le travail et sur la nécessité de socialiser la production, il s'en distingue par le fait que le moteur de cette évolution nécessaire est l'obtention d'une meilleure justice, la volonté diffuse dans les consciences humaines d'aller à l'idéal, comme il l'explique souvent, que ce soit dans son célèbre discours à la jeunesse du 30 juillet 1903<sup>1</sup> ou dans des interventions plus directement politiques ou doctrinaires. On peut évidemment discuter ces positions, dans la forme, puisque les termes, le vocabulaire ont changé en un siècle, comme sur le fond, puisque nous ne pouvons plus songer au développement humain sans prendre en compte ses conséquences sur l'environnement. Cela n'entraîne aucune rupture fondamentale avec les conceptions de Jaurès. Il n'a jamais été question pour lui d'immobiliser d'avance la marche de l'humanité dans un idéal définitif puisqu'il faut toujours prendre en compte « les forces, les passions, les espérances nouvelles et les besoins supérieurs qui entraîneront

---

1. Nombreuses éditions, dont celle des *Œuvres...*, t. 9, *op. cit.*, p. 50-59.

l'humanité dans des voies nouvelles<sup>1</sup> ». Ce qu'il envisage et souhaite suppose en effet pour son temps une hausse importante de la production et de la consommation. Il ne serait guère possible de concilier son projet avec un hypothétique modèle « décroissant » alors que ce dernier peut en revanche être rattaché à certains auteurs du XVIII<sup>e</sup> siècle adeptes « d'une production médiocre et d'une consommation médiocre<sup>2</sup> ». Jaurès n'est vraiment pas séduit par de telles hypothèses. Avec une belle assurance, il proclame qu'en « prêchant aux hommes je ne sais quel idyllique retour à l'état de nature, [ces auteurs] leur prêchent en réalité l'abdication en face de la nature<sup>3</sup> ». Les socialistes veulent au contraire que l'humanité la domine et, par une production organisée et rationnelle, infiniment plus intense que celle d'aujourd'hui avec un moindre effort de chacun, arrache à l'univers de prodigieuses puissances de joie. Ce n'est point dans l'arrêt et le morcellement rétrograde de la production, ce n'est pas dans la suppression du luxe qu'est pour nous le salut : il est au contraire dans le prodigieux développement de richesses qui suivra l'organisation communautaire du travail et qui permettra le grand et noble luxe collectif et individuel, celui qui n'est pas une satisfaction imbécile de vanité, mais une affirmation de la puissance de l'homme maître des choses et créateur de beauté<sup>4</sup>. C'est que, fondamentalement, pour Jaurès, « l'homme n'est pas l'ange déchu, il est l'animal qui monte<sup>5</sup> ».

---

1. J.J., « La justice dans l'humanité », conférence au Trocadéro, 21 décembre 1902, *La Revue socialiste*, janvier 1903, rééd. *Entrainons l'humanité dans des voies nouvelles*, Paris, éditions D'ores et déjà, 2019.

2. *Id.*, « Tradition socialiste », *La Petite République*, 31 juillet 1895, rééd. *Œuvres de Jean Jaurès*, tome 5, *Le Socialisme en débat*, édité par Alain Boscus, Paris, Fayard, 2018, p. 238-243.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. J.J., discours lors de l'inauguration du monument Benoît Malon, 9 novembre 1913, rééd. *Œuvres de Jean Jaurès*, tome 17, *Le Pluralisme culturel*, édition établie par Jean-Numa Ducange et Marion Fontaine, Paris, Fayard, 2014, p. 464-466.

La barre est donc placée assez haut. Il est possible de nuancer un peu en contextualisant : cette analyse esquissée dans un article de presse militant date du plus bas moment de la conjoncture de la fin du siècle (1896), avant le renversement de tendance de ce qu'on appelle parfois la seconde révolution industrielle et la forte croissance du <sup>xx</sup>e siècle débutant. Au cours de ce siècle, précisément, la production industrielle va être multipliée par quarante, la consommation énergétique par seize, nous rappellent les historiens de l'environnement<sup>1</sup>. Cela dit, Jaurès fait bien un choix de principe fondamental, du reste réaffirmé dans une série d'articles plus approfondis sur « l'organisation socialiste de l'avenir » qu'il confie à *La Revue socialiste*. La société doit permettre « une production intense et une industrie progressive<sup>2</sup> » puisque « l'humanité veut vivre et d'une vie toujours plus large qui accroisse et apaise le désir<sup>3</sup> ». Jaurès souligne et insiste : « Je crois bien, si plus de justice devait entraîner moins de richesse, que l'humanité renoncerait à un idéal du droit trop onéreux<sup>4</sup>. » Il est vrai que sa présentation de la croissance nécessaire se fait aussi plus sobre dans ses perspectives, passant du « prodigieux » et du « grand et noble luxe » au « développement normal de la consommation<sup>5</sup> ». La production serait l'affaire de la nation sous la forme d'une propriété sociale que Jaurès veut nettement distinguer de la propriété étatique. L'autonomie, la décentralisation, la spontanéité des groupes et des individus doivent marquer l'organisation de la vie économique et sociale qu'il imagine s'équilibrer de manière harmonieuse entre production dans le cadre communal et orientation nationale sous la loi du régime représentatif.

---

1. Jean-Baptiste Fressoz, Frédéric Graber, Fabien Locher et Grégory Quenet, *Introduction à l'histoire environnementale*, Paris, La Découverte, 2014.

2. JJ, « La production socialiste », *La Revue socialiste*, mai 1896, rééd. *Œuvres...*, t. 5, *op. cit.*, p. 167.

3. *Ibid.*, p. 167.

4. *Ibid.*, p. 168.

5. *Ibid.*, p. 168.

La défiance jaurésienne pour le communisme réglementé et austère inspiré de Babeuf doit être comprise dans les contraintes et circonstances de l'époque. Au demeurant, la référence à Rousseau qu'il esquisse alors peut être reprise sous un autre éclairage. Le « germe merveilleux de civilisation<sup>1</sup> » qu'il repère chez le philosophe d'Ermenonville permet de « donner aux hommes d'aujourd'hui, à tous les hommes, avec les joies nouvelles de la pensée et de l'art, les joies premières d'un libre et familial contact avec la nature, avec la lumière et l'espace, avec l'air, la terre et les eaux » car « retrouver la nature sera le suprême effort de la civilisation et du socialisme<sup>2</sup> ». Si le but est bien celui-ci, retrouver la nature, plutôt que de la vaincre ou de la contraindre, le progressisme de Jaurès ne se fonde pas sur un appel démesuré aux capacités illimitées de l'homme et de la production.

Du reste, en règle générale, il met souvent en garde contre l'illusion de la toute-puissance. C'est une des raisons, par exemple, de son choix réfléchi en faveur de la représentation proportionnelle aux élections : associer le plus possible tous les courants à la gestion ou au contrôle, prendre garde aux dangers de toute majorité s'imposent vite à lui comme un principe d'action. Même sous une forme collectiviste, le développement économique ne saurait enfreindre la loi de la productivité du capital. À ce sujet, il développe un raisonnement intéressant par son originalité :

Le collectivisme n'est pas une révolution économique ; il est un cas particulier du système capitaliste, celui où par la confusion du capitaliste et du travailleur le loyer du capital est exactement réduit à zéro. Or, cette confusion n'est possible que dans la nation et par elle, parce qu'elle est tout ensemble une unité impersonnelle et une pluralité de personnes<sup>3</sup>.

---

1. *Ibid.*, p. 169.

2. *Ibid.*, p. 169.

3. JJ, « Esquisse provisoire de l'organisation industrielle », *La Revue socialiste*, août 1895, rééd. *Œuvres...*, t. 5, *op. cit.*, p. 159-160.

Ce qu'il résume dans une formule plutôt saisissante pour un des maîtres de la doctrine socialiste : « On n'abolit aucune loi<sup>1</sup>. » Et il souligne un peu plus loin que « pour produire, il faudra toujours effort et peine » avant de reprendre une formulation de Marx sur la production relevant du « royaume de la nécessité<sup>2</sup> ».

Il est vrai qu'il a indiqué que l'augmentation de la production qu'il envisage devait être déterminée « sur les besoins absolus de la nature humaine<sup>3</sup> ». Mais là aussi, en précisant son analyse, Jaurès ne se contente pas des envolées lyriques auxquelles on cherche parfois abusivement à le réduire :

Quand tous les hommes mangeront largement du pain à leur faim, quand ils boiront largement du vin à leur soif, et quand ils pourront se vêtir chaudement et élégamment en renouvelant assez leurs vêtements pour renouveler en eux le sentiment de la vie et l'allégresse de l'existence, sans tomber dans la monotonie du changement, ce jour-là, il y aura surproduction au sens vrai et plein du mot<sup>4</sup>.

Il n'est pas nécessaire de prendre Jaurès au pied de la lettre pour constater qu'il ne cherche pas ainsi à engager l'humanité future dans la voie d'une consommation effrénée et mirobolante. Même en faisant sa part au renouvellement constant et aléatoire des besoins de l'humanité, ce n'est pas une société de folle surabondance qu'il semble envisager. Sont plutôt mobilisés ici ce qu'Orwell appellerait la « décence », ou, si l'on préfère garder des références que Jaurès pouvait connaître, l'idéal démocratique de Robespierre. Du reste, il s'agit toujours de penser une société fondée sur le travail, ce « vrai dieu de l'histoire<sup>5</sup> » selon Jaurès.

---

1. *Ibid.*, p. 159.

2. *Ibid.*, p. 170.

3. *Ibid.*, p. 147.

4. *Ibid.*, p. 148.

5. JJ, « Le bilan social du XIX<sup>e</sup> siècle », rééd. *Œuvres...*, t. 17, *op. cit.*, p. 415.

Certains seront aujourd'hui tentés de faire tout de même une part à la contestation menée par Paul Lafargue en faveur du droit à la paresse. Celui-ci la défend dans son célèbre pamphlet de 1880 qui porte précisément en sous-titre « Réfutation du "droit au travail" de 1848 ». Provocateur, malin et brillant, cet ouvrage comporte une forte dimension anticipatrice, plaidant pour que la société prolétarienne de l'avenir se fonde sur une large dose d'*otium*, de loisirs aidant au développement de la personnalité, d'activités artistiques, culturelles et autres... Lafargue veut que chacun puisse goûter à tous les plaisirs de la vie et compte pour cela sur un monde où trois heures de travail quotidien suffiraient à procurer à chacun les diverses joies de l'existence<sup>1</sup>. Il serait possible de réconcilier les deux théoriciens socialistes en intégrant les activités culturelles et sportives, qu'ils envisagent tous deux favorablement, et que Jaurès appellerait volontiers des « activités de civilisation », dans un même ensemble, quelle que soit la dénomination retenue.

On pourrait considérer que Jaurès comme Lafargue révèlent des facettes différentes d'un même « progressisme critique », sans doute plus répandu et diffusé que le progressisme absolu et automatique imaginé rétrospectivement par certains. Lors d'une conférence sur Jaurès dans le cadre des Rendez-vous de l'histoire de Blois, Anne Rasmussen rappelait que « la critique de l'idée de progrès avait cheminé en parallèle et toujours accompagné l'affirmation progressiste<sup>2</sup> ». Pour commencer, le socialisme ne se place pas uniquement dans la continuité du progrès et de la modernité puisqu'il aspire à modifier profondément l'organisation de la société, et notamment le régime de la propriété. Il ne s'agit pas de récuser entièrement l'optimisme foncier de l'historicisme socialiste en général ou de

---

1. Paul Lafargue, *Paresse et Révolution. Écrits 1880-1911*, textes présentés et annotés par Gilles Candar et Jean-Numa Ducange, Paris, Tallandier, 2009.

2. Anne Rasmussen, « Sciences et progrès : un projet jaurésien ? », *Cahiers Jaurès*, n°s 227-228, janvier-juin 2018, p. 129-143.

la philosophie jaurésienne en particulier. Mais tout ramener à cet aspect serait excessif. Chez Jaurès, comme le fait remarquer Vincent Duclert, la dimension mélancolique, la sourde inquiétude sur la destinée humaine est elle aussi visible<sup>1</sup>. S'il est vrai qu'il manifeste une grande confiance dans la science qui devrait permettre de libérer l'homme des servitudes matérielles et sociales, « d'universaliser le bien-être et la vie<sup>2</sup> », on ne trouve pas chez lui une exaltation forcenée de celle-ci. Jaurès ne croit pas aux vertus de la science seule. Celle-ci doit être guidée par la raison, la conscience humaine, et donc au xx<sup>e</sup> siècle par l'avis éclairé des citoyens, des travailleurs, que seule peut permettre et organiser la démocratie. Marion Fontaine a récemment rappelé que Jaurès ne faisait pas partie des admirateurs béats d'un progrès infini et irrévocable<sup>3</sup> : « Il ne suffira pas que la science progresse pour que la justice soit [...]. Les mécanismes techniques les plus admirables ne serviront pas la justice s'il n'y a pas un mécanisme social approprié au droit humain<sup>4</sup>. »

Humaniste épris de culture classique, Jaurès n'est pas dépourvu de culture scientifique. Si celle-ci n'égalait pas celle de son camarade Édouard Vaillant, ingénieur centralien et médecin, il jouit d'une formation réelle et sérieuse en ces domaines. Son ancien professeur de sciences, Bernard Surre, qui fut aussi son collaborateur politique au début de sa carrière, regrettait d'ailleurs que Jaurès ait choisi une voie littéraire alors que ses qualités scientifiques se révélaient fort prometteuses. Cela ne concerne pas seulement ses années de lycée : professeur, journaliste, député, il cherche à s'informer, continue à lire sur ces sujets, participe à des groupes

1. Vincent Duclert, « Politique et mélancolie au début du xx<sup>e</sup> siècle : Jaurès et la lutte contre le nationalisme », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 19, 2001, p. 63-84.

2. JJ, « Science et socialisme », *La Lanterne*, 20 mars 1898, rééd. *Œuvres de Jean Jaurès*, tome 16, *Critique littéraire et critique d'art*, édité par Michel Launay, Camille Grousselas et Françoise Laurent-Prigent, Paris, Fayard, 2000, p. 106-108.

3. Marion Fontaine, « Jaurès et la science », *Progressistes*, n° 20, 5 septembre 2018.

4. JJ, « Science et socialisme », rééd. *Œuvres...*, t. 16, *op. cit.*, p. 107.

d'études – sur l'aviation, par exemple, qui le passionne. Bref, il ne cherche pas à se réfugier dans un monde purement spéculatif. Un peu comme le conseillera plus tard Henri Pirenne à Marc Bloch<sup>1</sup>, il s'intéresse au nouveau, à la modernité, du moins essaie de le faire.

Il est de surcroît préservé de certaines facilités scientistes ou réductions matérialistes par son ouverture aux analyses et au sentiment de l'idéalisme philosophique. En pleine controverse parlementaire avec le camp catholique, il reconnaît tout de go que, lorsque le grand chimiste Marcelin Berthelot, héros du rationalisme et de l'anticléricalisme, récemment panthéonisé, a écrit « Le monde n'a plus de mystère », il a proféré par là même « une naïveté aussi grandiose que son génie<sup>2</sup> ». Infini, le progrès est toujours relatif. De même que Gambetta pouvait dire qu'il mettait sa politique en accord avec sa philosophie (« Je nie l'absolu partout [...] je ne vais pas le reconnaître dans la politique [qui est] affaire de tact, d'étude, d'observation et de précision<sup>3</sup> »), Jaurès n'hésite pas à étendre ce raisonnement à la science, même si elle est, « dans son domaine, dans l'ordre des faits qu'elle atteint », « invincible et incontrôlable à toute autre autorité<sup>4</sup> ». Après un accident ferroviaire, il conclut ainsi à la nécessaire collaboration entre les hommes de science et les ouvriers concernés par l'application technique : « La science même la plus haute et la plus prévoyante a besoin d'être soutenue par l'expérience et les conseils indépendants des travailleurs organisés<sup>5</sup>. »

1. « Je suis un historien. C'est pourquoi j'aime la vie », citation souvent reprise depuis Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1974 [1949], p. 47.

2. JJ, « Pour la Laïque », 21 janvier 1910, discours à la Chambre des députés, fréquemment réédité, notamment dans les *Œuvres de Jean Jaurès*, tome 12, *Penser dans la mêlée*, édité par Jean-François Chanet et Emmanuel Jousse, Paris, Fayard, 2021.

3. Léon Gambetta, discours à Paris le 15 février 1876, cité par Pierre Barral, *Les Fondateurs de la Troisième République*, Paris, Armand Colin, 1968.

4. JJ, « Pour la Laïque », *op. cit.*

5. *Id.*, « Catastrophe et organisation », *L'Humanité*, 7 novembre 1913.

Pourtant, si « Jaurès reste [...] dans la célébration d'une science qui permet à l'homme de maîtriser son environnement [...], soubassement de la croissance et d'une industrialisation qui, à terme, peuvent libérer l'humanité de la peur et de la pauvreté », la part d'inquiétude et de réserve qu'il exprime ne doit pas être négligée. Les premiers vols, les compétitions de dirigeables ou d'avions le font rêver, mais il redoute aussitôt de voir « l'azur des cieux rougi du sang des hommes » (Moulins, 19 décembre 1909) en raison du rôle prévisible de l'aviation dans les guerres à venir. Les grands tableaux historiques qu'il affectionne, dans lesquels il retrace parfois toute l'histoire de l'humanité, dévoilent un progressisme qu'on pourrait qualifier de lucide et mélancolique. Voici par exemple comment, dans un manuscrit récemment mis au jour issu des archives Renaudel, vraisemblablement écrit vers 1896, il s'exprime sur l'avenir prévisible de la science :

Qu'un jour l'humanité se tourne tout entière vers la science : et après cet apprentissage romain d'orgueil, de domination et de victoire, ce ne sera plus la science contemplative, mesurée, discrète du philosophe grec : mais la science aux vastes audaces, mordant à la conquête de l'univers, la science agressive et effrénée<sup>1</sup>.

Est-ce trop solliciter le texte que d'affirmer que les derniers adjectifs utilisés pour qualifier ce que l'auteur appelle un peu plus loin « la science moderne<sup>2</sup> » n'annoncent pas une confiance sans limites ? Le lecteur souhaiterait évidemment savoir comment le théoricien socialiste va se positionner face à cette « science moderne ». Nous ne le saurons pas tout de suite, car le manuscrit s'arrête précisément à ce moment-là ! Néanmoins, il arrive à son auteur de laisser davantage deviner ses réserves ou ses incertitudes. Celles-ci ont souvent été attribuées à son « arrière-pensée<sup>3</sup> »,

1. *Id.*, « Concurrence et progrès », rééd. *Œuvres...*, t. 5, *op. cit.*, p. 205.

2. *Ibid.*, p. 205.

3. Aparté fameux de Jaurès, au sein du célèbre et quasi testamentaire chapitre X de *L'Armée nouvelle* (1910) : « Après tout, j'ai sur le monde, si cruellement ambigu, une arrière-pensée sans laquelle la vie de

à la part d'idéalisme philosophique ou de sentiment religieux que Jaurès exprime de manière récurrente. C'est possible, mais de toute façon c'est aussi l'occasion pour lui de rappeler que, malgré ses immenses mérites, la science ne peut pas tout, n'explique pas tout. Admirateur des Lumières, Jaurès admet qu'elles ont des limites et qu'en tout cas, si elles apportent une clarté « admirable », celle-ci peut aussi se révéler « un peu sèche et abstraite<sup>1</sup> ». Il conviendrait de les enrichir par l'écoute du « sourd travail des instincts et des sensibilités obscures<sup>2</sup> ».

Le penseur socialiste donne à ce sujet quelques indications révélatrices de la complexité de ses références philosophiques et scientifiques, de Diderot à Lamarck en passant par Charles Bonnet, Condorcet, Lagrange, Lavoisier, Laplace... Ce qui peut nous retenir ici est que ces références portent précisément sur les rapports entre les êtres vivants et leur milieu, de l'harmonisation des consciences individuelles parvenant à l'unité de l'ensemble dans *Le Rêve de d'Alembert* (1769) de Diderot à la transformation des espèces, non pas par la simple pression mécanique du milieu sur les êtres, mais par l'effort interne des êtres eux-mêmes qui, sous l'action du besoin, s'adaptent peu à peu au milieu dans la *Philosophie zoologique* (1809) de Lamarck. Apparemment, cela ne plaide pas en faveur du respect de la nature puisque l'accent est mis sur le rôle de l'humanité. Mais ce balancement dialectique est une constante chez Jaurès, on le retrouve dans sa discussion sur les thèses respectives

l'esprit me semblerait à peine tolérable à la race humaine. » Voir, entre autres, Henri Guillemin, *L'Arrière-Pensée de Jaurès*, Paris, Gallimard, 1966, et Camille Grousselas, *Jean Jaurès. Oser l'idéal*, Nancy, Arbre bleu éditions, 2020. Pour la citation de Jaurès : *Œuvres de Jean Jaurès*, tome 13, *L'Armée nouvelle*, édition établie par Jean-Jacques Becker, Paris, Fayard, 2012, p. 372.

1. JJ, « L'esprit libre », *La Petite République*, 28 novembre 1901, rééd. *Œuvres de Jean Jaurès*, tome 8, *Défense républicaine et participation ministérielle*, édition établie par Maurice Agulhon et Jean-François Chanet, Paris, Fayard, 2013, p. 368.

2. *Ibid.*

de Bernstein et de Kautsky à propos du mouvement et du but final<sup>1</sup>, ou sur l'interaction entre patriotisme et internationalisme qu'il développe dans *L'Armée nouvelle*. C'est au nom du développement de l'humanité que Jaurès retrouve la nécessité de tenir compte de son action sur le milieu naturel. Il rejoint ainsi le raisonnement fondamental de la pensée écologique d'aujourd'hui.

L'essentiel quoi qu'il en soit est que le mouvement de l'histoire demeure la loi générale et constante de l'humanité et, au-delà, de l'univers. C'est ainsi que Jaurès s'accorde avec Renan pour constater « cet effort profond de la vie, de cette perpétuelle aspiration qui soulève les choses et les êtres<sup>2</sup> ». Plus qu'une analyse, c'est une relation au monde qu'il juge déterminante et dont il se sert pour expliquer l'inéluctabilité de son rapprochement avec d'autres dirigeants socialistes tels que Vaillant, en raison de l'accord de fond sur la conception de l'action politique malgré les désaccords tactiques, voire stratégiques du moment<sup>3</sup>.

De toute façon, ce « moment 1900 » est propice aux essais de prospective socialiste. Eugène Fournière, un ancien guesdiste, un temps député et secrétaire du groupe socialiste à la Chambre (1898-1902), puis directeur de *La Revue socialiste* (1905-1914), s'y essaie avec *L'Idéalisme social* (Alcan, 1898) ou *Chez nos petits-fils* (Fasquelle, 1900). Il se place dans une logique de surproduction abondante permettant de satisfaire les besoins et donc de passer du collectivisme au communisme, d'aboutir à

ce que Jaurès appelle « l'innocence économique de la nature<sup>1</sup> ». Lucien Deslinières<sup>2</sup>, ancien modéré passé au socialisme, écrit *L'Application du système collectiviste* (éditions de *La Revue socialiste*, 1899), que préface Jaurès. Il s'agit d'une approche technicienne, qui souhaite associer la science des ingénieurs et le militantisme révolutionnaire du prolétariat. Lui aussi prévoit une production abondante, condition nécessaire afin de satisfaire les classes moyennes et de permettre leur ralliement. L'ancien et futur député du Tarn les approuve, les encourage et les soutient, mais il fait entendre une petite musique personnelle.

Jaurès est en effet un optimiste prudent, qui n'est pas aussi assuré du caractère finalement positif du mouvement de l'histoire qu'il le laisse penser. Il est certes convaincu qu'un optimisme de principe aidera à obtenir de meilleurs résultats qu'un pessimisme trop affiché. Mais il lui arrive aussi d'envisager publiquement que le progrès de la civilisation pourra être détruit, renversé ou effacé. Il prend en compte l'horizon possible de la catastrophe, qui est une des données de base de la réflexion environnementale. Il peut s'agir de grandes catastrophes historiques (la guerre d'abord, mais aussi telle ou telle période de réaction ou de reflux), ou encore d'accidents qu'il ne réduit jamais à leur seule dimension naturelle. Il admet que ces événements malheureux comportent éventuellement une part d'imprévu ou d'inévitable, mais, digne héritier des Lumières et du Voltaire auteur du *Poème sur le désastre de Lisbonne*, il cherche surtout à comprendre de quels moyens d'action dispose l'humanité pour y faire face. Il se confronte aux défaillances de la science ou de la technique, évalue les éventuelles responsabilités, mais surtout les meilleures solutions pour en limiter les conséquences, voire pour éviter leur renouvellement.

1. Dans sa conférence du 16 février 1900. Voir Emmanuel Jousse, « Jean Jaurès et le révisionnisme de Bernstein : logiques d'une méprise », *Cahiers Jaurès*, n° 192, avril-juin 2009, p. 13-49.

2. JJ, « L'esprit libre », *art. cit.*, p. 369. Jaurès cite Renan : « Comme un vaste cœur débordant d'un amour impuissant et vague, l'univers est sans cesse dans la douleur des transformations ». Voir Ernest Renan, *Dialogues philosophiques*, I, *Certitudes*, Paris, Calmann-Lévy, 1876, p. 23.

3. JJ, « La philosophie de Vaillant », *La Petite République*, 8 janvier 1901, rééd. *Œuvres...*, t. 8, *op. cit.*, p. 356-362.

1. *Id.*, « L'idéalisme social », *La Petite République*, 16 décembre 1899, rééd. *Œuvres...*, t. 8, *op. cit.*, p. 278-280.

2. Fabien Conord et Mathieu Fulla, « Lucien Deslinières. Un socialiste utopique au XX<sup>e</sup> siècle ? », *Revue historique*, n° 674, avril-juin 2015, p. 353-382.

Marion Fontaine s'est précisément intéressée au traitement jaurésien de la catastrophe<sup>1</sup>. Jaurès n'isole pas les responsabilités individuelles des responsabilités sociales plus larges, sans non plus prétendre tout résoudre par l'invocation des méfaits du capitalisme et des calculs de la bourgeoisie. Lors des inondations causées par la crue de la Seine en 1910, il passe en revue les « causes sociales et humaines » qui se sont ajoutées aux « causes naturelles » : le déboisement, qui lui semble justifier la nationalisation des grandes forêts afin d'assurer leur bon entretien contre les déprédations et le gaspillage, l'excès de l'endiguement qui empêche l'étalement des hautes eaux, le manque de canaux de dérivation, l'urbanisation sollicitant de plus en plus le sous-sol pour la circulation (métropolitain), les égouts ou les conduites de gaz et d'électricité<sup>2</sup>. Il évite le procès facile du système économique ou de la gestion politique. Il se contente de noter que « la vie moderne a enserré toute existence humaine d'un réseau si vaste et si serré tout à la fois d'influences sociales, que le sort de chacun est à tout moment modifié par l'action de tous<sup>3</sup> ». La catastrophe frappe en effet prolétaires comme bourgeois sans qu'aucune faute personnelle ne puisse être relevée. Cela permet d'établir plus solidement que s'impose comme nécessaire un régime de solidarité afin que les éventuelles plus-values des transformations sociales et urbanistiques ne soient pas accaparées par quelques-uns. Le risque de catastrophe s'intègre ainsi dans sa réflexion politique et fonde la revendication de plus en plus systématisée d'une assurance sociale universelle afin de préserver tout le monde. Tout comme pour la réforme fiscale d'envergure dont il est question au même moment, l'assurance sociale apparaît alors comme une des conditions de l'équilibre de la civilisation humaine. Le raisonnement valant pour l'organisation politique et sociale peut évidemment s'étendre sans difficulté à la préservation

du milieu naturel si celui-ci est en cause. De toute façon, face au « progrès » comme face à la « catastrophe », tous les deux possibles et le plus probablement amenés dans les faits à se lier et à s'entremêler, la solution est la même : il faut un maximum de solidarité collective. Jaurès ne néglige pas les diverses difficultés de sa démarche, mais il lui arrive parfois de plaider les mérites de la méthode qui suppose résolus les problèmes afin d'arriver à l'obtention d'un résultat.

---

1. Marion Fontaine, « Jaurès et la science », *art. cit.*

2. JJ, « La vie collective », *La Dépêche*, 5 février 1910, rééd. *Œuvres...*, t. 12, *op. cit.*

3. *Ibid.*



# ALIMENTATION, SANTÉ ET HYGIÈNE

---

Quelques mots complémentaires sur la personnalité de Jaurès seront peut-être utiles. C'est un homme du Midi, de la campagne comme de la ville. Il a toujours vécu à l'intersection des deux mondes. Enfant, il vit à la Fédial, petite exploitation agricole de Castres, en pleine campagne, mais il se rend régulièrement en ville où il fréquente l'école, puis le collège, et où réside une partie de sa famille. Physiquement, il ne supporte pas très bien l'internat des classes préparatoires, puis de l'École normale supérieure, et bénéficie de congés supplémentaires pour retrouver le bon air du foyer familial. Il goûte sans excès aux plaisirs de l'agriculture, sachant surtout très bien en parler : « J'ai bêché un peu dans le jardin [...] je me promets pourtant de tracer quelques sillons : il sortira de moi quelque chose, blé, avoine ou maïs ; j'aimerais mieux que ce fût du blé : je serais un des nourriciers de l'espèce humaine<sup>1</sup> », écrit-il au temps de ses vacances d'étudiant. Divers témoignages attestent sa connaissance directe du travail de la terre, sa fréquentation des foires et marchés, son

---

1. JJ, « Lettre à Charles Salomon », 23 août 1880, rééd. *Œuvres de Jean Jaurès*, tome 1, *Les Années de jeunesse 1859-1889*, édité par Madeleine Rebérioux et Gilles Candar, Paris, Fayard, 2009, p. 70.

intimité avec la vie paysanne<sup>1</sup>. À la Chambre et dans le socialisme, tout au long des années 1880 et 1890, il est d'abord considéré comme un spécialiste du sujet, particulièrement apte à établir un contact direct avec les milieux ruraux. C'est à ce titre qu'il est chargé de rédiger les Considérants, c'est-à-dire les réformes concrètes à revendiquer afin de préciser et donner de la consistance au programme agricole du Parti ouvrier français lors du congrès de Nantes (1894) : dégrèvements fiscaux, crédit facilité, travaux publics, services gratuits de médecine et pharmacie à prix de revient, interdiction des chasses réservées et suppression des gardes-chasses au profit de la liberté de la chasse et de la pêche<sup>2</sup>. Ce dernier point s'inscrit bien sûr dans la lutte séculaire entre communautés paysannes, aristocrates et grands propriétaires bourgeois pour le contrôle de la chasse. Il n'est pas absolument nouveau, mais pas sans signification non plus que la revendication soit agrémentée de la stipulation suivante : « sans autre limite que les mesures nécessitées par la conservation du gibier et des poissons<sup>3</sup> ».

Député de la deuxième circonscription de l'arrondissement d'Albi (et pas seulement de la ville ou du canton de Carmaux, donc), Jaurès ne peut d'ailleurs l'emporter aux élections qu'avec un appui important des cantons ruraux, qui ne lui fait pas défaut. Il passe la plupart de ses vacances dans la maison de Bessoulet, agrémentée d'un beau parc (un hectare), une propriété du pays albigeois qui appartient à sa belle-famille et dont il a la jouissance avec son épouse et ses enfants. Il vit le reste du temps à Paris, avec bonheur, et sait se moquer de la mode rétrograde du « retour à la terre », des jeunes bourgeois revenant au pays s'extasier devant « la soupe

1. Rémy Pech, *Jaurès paysan*, Toulouse, Privat, 2009.

2. *Le Socialiste*, 22 septembre 1894.

3. Cette revendication est à l'origine lointaine de la loi Verdeille (1964) réglementant la chasse contemporaine. Instituteur, puis libraire, Fernand Verdeille (1906-1974) fut sénateur socialiste du Tarn (1946-1974), défenseur attiré de la ruralité et de la chasse populaire.

aux choux<sup>1</sup> », même si lui-même est heureux de ses propres retrouvailles et sans doute un peu complice de ceux qu'il plaisante. Catherine Moulin indique qu'arrivant à Valence, ville industrielle, pour y tenir meeting, Jaurès demande à faire une brève promenade dans la campagne proche<sup>2</sup>. Il a besoin d'un contact régulier avec la nature. Il aime retrouver et décrire les travaux des champs et des prairies, contempler la vie animale, domestique ou sauvage. Il laisse volontiers s'exprimer dans ses articles sa veine bucolique, concluant un de ses articles les plus fameux par cette douce évocation : « La chouette miaule d'amour dans la châtaigneraie ; les châtaignes mûres tombent avec un bruit plein et roulent le long des combes. Le petit serpent vert coasse près de la fontaine ; le ciel brille et la terre chante. Allez ; laissez faire l'univers ; il a de la joie pour tous ; il est socialiste à sa manière<sup>3</sup>. »

Cette campagne n'est pas immobile, éternelle depuis Virgile. Toute la suite de son article repose sur une discussion portant sur l'importance et l'intensité des changements nécessaires dans la société. Mais Jaurès veut toujours éclairer les différents aspects de la discussion, sans forcer la conclusion. Il note ailleurs les progrès du machinisme agricole, le rôle croissant de « la houille luisante et noire » pour faire aller les batteuses, et il ne se désole pas de « l'ombre de sa fumée inquiète<sup>4</sup> ». L'essentiel en tout cas est de se refuser aux faux-semblants d'une vision statique. Rien n'est spontané ou absolument contraint. L'homme, ses besoins et ses aspirations sont premiers : « Il n'y a pas de vin naturel ; il n'y a pas de froment naturel. Le pain et le vin sont un produit du génie de l'homme. La nature

1. JJ, « Choses de Paris », *La Dépêche*, 17 août 1898, rééd. *Œuvres...*, t. 16, *op. cit.*, p. 109-111. Voir à ce sujet Ulrike Brummert, *L'Universel et le Particulier dans la pensée de Jean Jaurès. Fondements théoriques et analyse politique de la question méridionale en France*, Tübingen, Gunter Narr Verlag, 1990.

2. Catherine Moulin, *Jean Jaurès en « Rhône-Alpes »*. *Présence et mémoires*, Nancy, Arbre bleu éditions, 2020, p. 134

3. JJ, « Au clair de lune », *La Dépêche*, 15 octobre 1890, rééd. *Œuvres...*, t. 2, *op. cit.*, p. 373.

4. *Id.*, « La houille et le blé », *La Petite République*, 31 juillet 1901.

elle-même est un merveilleux artifice humain<sup>1</sup>. » Cette confiance dans le génie humain ne doit pas être comprise comme une exaltation de l'agriculture productiviste à venir. De même que la houille ne sera qu'un moment « le moteur de l'industrie », de même, si le principe est que la science soit « près du moissonneur », lequel doit avoir « audace d'esprit » et « sentiment profond du mouvement universel<sup>2</sup> », il ne faut jamais s'arrêter à des phases transitoires ou momentanées, mais chercher à prendre en compte l'état vivant et actuel de la science. La raison peut et doit intervenir à chaque moment.

Nombre d'auteurs contemporains, y compris parmi les meilleurs, lisent parfois un peu vite les débats du XIX<sup>e</sup> ou du début du XX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, récemment encore, dans une critique des modèles structurants de la pensée de gauche, le philosophe Pierre Dardot estimait que les biens communaux de l'Ancien Régime, pour Jaurès, « étaient une forme de communisme grossier et archaïque, qui est un obstacle au communisme scientifique<sup>3</sup> ». Que Jaurès comme bien d'autres distinguent les pratiques collectives de jadis du programme socialiste de demain est certain, compréhensible et au fond assez logique car l'inverse donnerait une curieuse allure au programme politique et social de son parti. Mais il ne voit pas du tout dans leur suppression un processus positif pour les paysans, bien au contraire : il parle de « confiscation scandaleuse », de « spoliation », de « volerie<sup>4</sup> »... Il peut regretter qu'il n'y ait pas eu possibilité, par absence d'éducation, de préparation ou de méthode – nous reprenons des termes jaurésiens – d'aboutir à une « répartition et rénovation vraiment

1. *Ibid.*

2. *Ibid.* ainsi que les citations précédentes.

3. Pierre Dardot, « La gauche a longtemps été prisonnière du modèle productiviste », interview par Nicolas Celnik, *Libération*, 28 septembre 2020.

4. JJ, *Histoire socialiste de la Révolution française*, Paris, Les éditions sociales, 2014 [1900-1902], I, p. 324-327.

communiste de ce domaine », de procéder à sa « vigoureuse utilisation scientifique et intensive », mais sa sympathie est manifeste envers ces « germes de demi-communisme et de solidarité<sup>1</sup> » présents dans la vie paysanne traditionnelle et il est bien conscient des difficultés de vie engendrées par leur disparition.

Peut-être ne pourrions-nous pas en dire autant de tous les doctrinaires socialistes : Adéodat Compère-Morel, le spécialiste guesdiste de la question, laisse parfois échapper quelques remarques un peu dédaigneuses sur le monde rural dont il est issu, un optimisme un peu trop catégorique concernant les avantages de la modernité<sup>2</sup>. Il en va autrement chez Jaurès, justement connu au sein du socialisme français pour sa proximité avec les intérêts, les sentiments et les attentes du monde rural. Sa conception de l'histoire est trop fondée sur le mouvement et l'interpénétration des facteurs d'évolution ou de résistance pour qu'il en soit autrement. Ce serait différent s'il avait été un marxiste social-démocrate d'Europe centrale, mais ni lui ni Lafargue (ni même Guesde, d'ailleurs) ne le sont vraiment.

Les élans lyriques qui se manifestent parfois chez Jaurès ne l'empêchent en aucune façon d'adopter une approche réaliste, voire matérielle du monde rural. L'agriculture doit d'abord nourrir l'humanité. Jaurès est partisan d'une cuisine du terroir, franche et authentique. La question de la fraude alimentaire se pose à l'époque avec sans doute autant d'acuité qu'aujourd'hui, sinon davantage<sup>3</sup>. Les socialistes dénoncent régulière-

1. *Ibid.*, p. 338.

2. Voir les divers travaux d'Édouard Lynch, à commencer par son DEA, « Compère-Morel et la politique agraire de la SFIO : l'élaboration d'une doctrine entre socialisme et agrarisme (1900-1921) », Paris, IEP, 1992 et aussi Gilles Candar, « Compère-Morel (1872-1941), propagandiste et expert », *Recherche socialiste*, n°s 58-59, janvier-juin 2012, p. 19-28.

3. Julia Csergo, « La modernité alimentaire au XIX<sup>e</sup> siècle », in Bruno Girveau (dir.), *À table au XIX<sup>e</sup> siècle*, catalogue de l'exposition au musée d'Orsay, Paris, Flammarion/RMN, 2001, p. 42-60.

ment « la falsification des vins [...] l'immixtion du plâtre dans les farines, la falsification du pain<sup>1</sup> » qui concernent en première ligne les milieux populaires. Les campagnes au nom de l'hygiène sont nombreuses, mais les socialistes interviennent d'abord sur les risques encourus par la population ouvrière, contrainte d'acheter des denrées de moindre qualité ou impropres à la consommation. Les exemples surabondent, citons par exemple Jean Varenne dont l'article, « Quelle viande mangeons-nous ? », occupe la plus grande partie de la une de *L'Humanité* le 23 juillet 1908. Les conditions de transport du bétail acheté au marché de Giat sont vivement dénoncées. Frère du fondateur de *La Montagne*, le grand quotidien auvergnat, Jean Varenne fait partie de ces militants du quotidien attachés à la défense d'une qualité de vie citadine à l'opposé complet de toute perspective futuriste ou productiviste. Conseiller municipal des Grandes-Carrières (18<sup>e</sup> arrondissement de Paris) de 1911 à sa mort, en 1927, il défend à la fois le patrimoine (le moulin Radet ou le parc de la Belle-Gabrielle à Montmartre), l'habitat social (la « cité heureuse » du boulevard Ney) et son ouverture aux artistes (cité de Montmartre-aux-artistes<sup>2</sup>). Sa critique dans *L'Humanité* part des conditions de vie des milieux populaires, mais elle peut s'élargir à l'ensemble des consommateurs.

Jaurès lui-même prend ainsi la défense d'une grève perlée des cuisiniers de restaurants, qui affecte un public plus bourgeois : « Beaucoup de restaurants, par des substitutions frauduleuses et habiles, sabotent les plats. Eh bien ! Les cuisiniers, comme moyen de défense contre le patronat, avaient imaginé de cuisiner loyalement les plats<sup>3</sup>. » On aimerait en savoir plus sur ce que Jaurès entendait par une cuisine « loyale ». Il s'en était un peu expliqué en rendant largement compte dans *La Petite*

1. JJ, discours à la Chambre des députés, 11 mai 1907, rééd. *Œuvres...*, t. 11, *op. cit.*, p. 338.

2. Bernard Chambaz l'évoque avec sympathie dans son très beau récit, *Zoner*, Paris, Flammarion, 2021.

3. JJ, discours à la Chambre des députés, 11 mai 1907, rééd. *Œuvres...*, t. 11, *op. cit.*, p. 338.

*République* d'un livre de Bernard Marcel<sup>1</sup> sur la gastronomie toulousaine : ce qu'il goûte est « la simplicité saine et savante d'autrefois<sup>2</sup> » appuyée sur « les fortes traditions des provinces ». Il pourfend « la nourriture hâtive, indistincte et frelatée », « la cuisine artificielle, pressée et internationale des brasseries », mais aussi « les prétendus raffinés » qui compliquent les mets ou alambiquent les sauces. Il conçoit pourtant « la nécessité de produire vite et par grandes masses<sup>3</sup> », admettant donc implicitement l'impossibilité de trop camper sur des positions nostalgiques et conservatrices. Sa conclusion reste très générale, mais elle demeure savamment équilibrée et compatible avec les attentes les plus contemporaines :

Il faudra toute une révolution dans les habitudes sociales, la dissémination des grandes villes et des hommes entassés, la combinaison de la vie industrielle et de la vie rurale, le retour aux champs, à l'air salubre et vif qui fait la nourriture saine en faisant l'appétit robuste ; il faudra aussi une simplification et un allègement de l'existence, l'universelle répudiation du faux luxe, pour que l'art culinaire agrandi d'ailleurs, diversifié et attentif au peuple entier, retrouve son équilibre<sup>4</sup>.

Ses goûts propres semblent d'un classicisme à toute épreuve : le bon pain, les viandes, rôties ou en sauce, les petits pâtés, les bons légumes, fromages et pâtisseries diverses, rien qui ne soit pas naturel et sympathique à tout un chacun, mais il nous semble deviner un accord avec les orientations actuelles en faveur de la simplicité, des circuits courts, augmentées du supplément de générosité gourmande nécessaire à toute civilisation équilibrée.

1. Bernard Marcel, journaliste et essayiste, successeur de Jaurès pour la rubrique littéraire de *La Dépêche* de Toulouse, rédacteur à *La Petite République* puis chroniqueur musical de *L'Humanité*, auteur de *La Gourmandise*, illustré par Charles Lapierre, Paris & Liège, E. Bernard et Cie, 1902.

2. JJ, « Choses toulousaines », *La Petite République*, 20 juin 1902, rééd. *Œuvres...*, t. 9, *op. cit.*, p. 29-31.

3. *Ibid.*, comme les citations précédentes.

4. *Ibid.*

À l'instar de la Confédération générale du travail et de nombreux autres socialistes, notamment Vaillant<sup>1</sup>, Jaurès combat vigoureusement l'alcoolisme. Il reproche à l'alcool d'abrutir la classe ouvrière, de lui enlever son intelligence et de la pousser à des violences déraisonnables. Sa consommation excessive devient une affaire politique d'importance. Dans une de ses grandes charges contre Clemenceau et son refus d'une politique de vraies réformes sociales, il n'hésite pas à proclamer la nécessité « que l'alcoolisme soit aboli pour que puisse s'accomplir une révolution sociale sans violence<sup>2</sup> ».

Les socialistes ne sont pas des abstinents : ils consomment eux-mêmes, et Jaurès tout le premier, des boissons « saines et hygiéniques », telles que le vin, la bière ou le cidre, qui ne sont sans doute pas dépourvues d'alcool<sup>3</sup>. Ils le font probablement dans des proportions raisonnables, d'autant que ces boissons comportent le plus souvent un degré d'alcool nettement moindre qu'aujourd'hui, en tout cas bien inférieur à celui des alcools forts consommés en masse par nombre de travailleurs, à la campagne ou en ville. À chaque époque son combat, pourrions-nous ajouter, puisque l'humanité ne se pose que des problèmes qu'elle peut résoudre, et à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'ennemi dangereux, c'est l'assommoir.

Dans son manuscrit de 1891 sur « la question sociale, l'injustice du capitalisme et la révolution religieuse », Jaurès oppose déjà le tabac et l'alcool, inutiles et dangereux, mais de plus en plus consommés par la bourgeoisie, les classes moyennes et le peuple, au vin, toujours nécessaire et salutaire. Il regrette la hausse de la consommation « inutile » des premiers, signe indéniable pour lui de la détresse matérielle et morale

1. Édouard Vaillant, « Contre l'absinthe », *L'Humanité*, 28 juillet 1912.

2. JJ, discours à la Chambre des députés, 25 juin 1909, *Œuvres...*, t. 12, *op. cit.* p. 231.

3. Il arrive que des socialistes étrangers le constatent avec un peu de surprise : les Argentins recevant Jaurès, ou Huysmans relatant son dernier repas avec Jaurès... Voir aussi les comptes rendus dans *L'Humanité* des premiers voyages militants organisés en Belgique ou en Angleterre.

croissante des milieux populaires. Le vin demeure au contraire la boisson nationale et populaire par excellence, non seulement acceptée socialement de façon massive, mais dont la consommation est encouragée par les pouvoirs publics et les autorités sanitaires. Décrivant la possibilité pour les paysans d'évoluer vers un travail collectif et coopératif après la socialisation, nationale ou communale ou autre, de la propriété foncière, de la terre, Jaurès admet le plaisir particulier qui consiste à cultiver sa vigne et à produire soi-même son vin quotidien. En socialisme, anciens petits propriétaires ou anciens salariés agricoles, désormais mêlés et associés dans la mise en valeur de la propriété communale, « éprouveraient comme un manque et une diminution vitale s'ils ne retrouvaient plus, à voir se dorner les grappes sur quelques cepes à eux, cette joie close où il y a plus d'intimité que d'égoïsme ». Jaurès fait le pari que la société communiste saura maintenir cette joie car « ce sont les forces variées de la vie qui détermineront elles-mêmes, librement, souverainement, leur mouvant équilibre<sup>1</sup> ».

Les appréciations évoluent et, plus d'un siècle plus tard, les recommandations sanitaires pour l'alimentation ne sont sans doute plus tout à fait celles que connaissait Jaurès. Mais l'important est de constater que celui-ci n'accordait pas un blanc-seing automatique au développement de n'importe quelle consommation populaire. Son soutien au vin était celui d'un terroir, d'un plaisir, d'une civilisation, qui correspondait en outre à l'état des connaissances scientifiques de l'époque.

Cet attachement au vin n'empêche donc nullement les socialistes de participer au grand combat hygiéniste du XIX<sup>e</sup> siècle finissant et du siècle suivant<sup>2</sup>, pour des raisons à la fois de principe et d'adhésion à un

1. JJ, « Lentes ébauches », *La Petite République*, 24 juillet 1901, *Études socialistes*, rééd. *Œuvres...*, t. 8, *op. cit.*, p. 381-384.

2. Lion Murard et Patrick Zylberman, *L'Hygiène dans la République. La santé publique en France ou l'utopie contrariée 1870-1918*, Paris, Fayard, 1996.

projet centré sur l'homme et son amélioration, mais aussi parce que c'est le moyen de pousser à des règles d'organisation sociale qui échappent à l'individualisme libéral et au laisser-faire du vieux monde rural et conservateur. C'est vrai au Parlement où, dès 1893, les socialistes constituent une force politique, certes minoritaire, parfois marginale et souvent dans l'opposition, mais jamais sans influence ni moyens d'action. Cela l'est tout autant avec le socialisme municipal en pleine ascension à partir des premiers succès de 1892, plutôt amplifiés par la suite et confirmés au-delà des inévitables traverses et échecs périodiques<sup>1</sup>.

De toute façon, les socialistes représentent un moyen de pression constant pour l'amélioration des conditions de vie des quartiers populaires, soit en participant eux-mêmes à la gestion, soit en étant une force de proposition, voire une menace électorale jouant le rôle d'aiguillon. « L'action totale », pour reprendre une expression de Vaillant, ou « l'évolution révolutionnaire », pour mobiliser des termes jaurésiens, ne passe pas nécessairement par l'occupation de postes au sein du pouvoir d'État. La préparation, le vote puis l'application de la loi supposent un temps long et une action politique persévérante. Les exemples foisonnent. Ainsi, la loi sur la protection de la santé publique par l'assainissement votée le 15 février 1902 établit le principe de l'interdiction du rejet d'eaux usées dans la nature, mais en juillet 1914, par exemple, la totalité de la banlieue parisienne, qui regroupe près d'un million et demi d'habitants, échappe encore totalement à cette prescription.

Les socialistes sont bien entendu loin d'être les seuls à intervenir. Ils le font néanmoins de manière assez massive et déterminée, favorisés par leur organisation nationale qui limite les tentations localistes et par le primat des solutions collectives au cœur de leur identité politique. Sans

1. Patrizia Dogliani, *Le Socialisme municipal en France et en Europe de la Commune à la Grande Guerre*, Nancy, Arbre bleu éditions, 2018.

entrer dans le détail, citons pour l'assainissement des eaux de la région parisienne deux personnalités. D'abord Édouard Vaillant, qui s'exprime dès le 24 avril 1894 pour un projet d'« épandage intelligent » favorable aux agricultures comme à la santé des populations urbaines<sup>1</sup>. « C'est la filtration régulière dans le sol aéré vivant qui fait l'épuration », indique-t-il à la tribune de la Chambre. Il revient régulièrement sur le sujet afin de faire aboutir le processus législatif, mais on pourrait citer aussi un élu plus obscur, le charron Léon Paris, élu socialiste du quartier de La Villette, qui établit pour le conseil général de la Seine le rapport organisant un premier système d'épuration<sup>2</sup>.

La spécificité socialiste se marque aussi dans la volonté de lier la politique de la santé, fondée sur des connaissances scientifiques, à l'intervention directe et autonome des travailleurs, qui doivent être citoyens à l'atelier ou à l'usine comme ils le sont au sein de la Cité. Cette demande de démocratie est déjà décelable dans le premier grand combat social de Jaurès en faveur de l'institution de délégués mineurs à la sécurité. Il l'explique dans son discours du 24 mai 1889: les mineurs doivent devenir « un élément actif dans l'organisation », avoir « une certaine part de spontanéité et d'action » car c'est ce qui sépare « les lois sociales fabriquées par le despotisme intelligent » des « lois sociales émanées de la volonté d'un peuple libre », ces dernières apportent « une étincelle de vie, de dignité humaine, qui est le principe secret de développements indéfinis » préparant « l'émancipation du travail<sup>3</sup> ».

1. Jean-Marie Favière, *Je te parle au sujet d'Édouard Vaillant*, t. 2, *Le Grand Socialiste*, Aix-en-Provence, JPS éditions, 2016, p. 226.

2. *L'Humanité*, 4 juillet 1914.

3. JJ, « Les délégués mineurs », discours à la Chambre des députés, 24 mai 1889, rééd. *Œuvres...*, t. 1, *op. cit.*, p. 613-623.

C'est ce qui permet à Jaurès d'expliquer que même lorsqu'il siégeait parmi les modérés, il était déjà socialiste dans l'inspiration générale de son action. De fait, ce souci se retrouve dans son soutien aux luttes sociales lorsqu'il devient pleinement le grand dirigeant du socialisme à la Chambre. Cette volonté d'assurer la participation active des travailleurs au contrôle de leur santé et de leur sécurité se retrouve au cours de ses combats ultérieurs pour les mineurs<sup>1</sup> ou les cheminots<sup>2</sup>. La liberté et la responsabilité de chacun doivent pouvoir s'affirmer non seulement face au patronat et aux gouvernants politiques, mais aussi devant les arguments présentés au nom de la science ou de la technique. Ouvriers, paysans, employés et autres ne doivent pas seulement militer, mais s'instruire, s'éduquer toujours davantage, prendre des responsabilités et les exercer, s'initier au contrôle et à la gestion.

C'est la raison de son soutien tour à tour passionné et discret au mouvement coopératif, au Parlement ou dans la presse comme au sein du parti socialiste ou de l'Internationale<sup>3</sup>. Il parachève son action par une intervention directe en participant au 9<sup>e</sup> congrès de la coopération socialiste et ouvrière comme délégué, recevant son mandat des deux coopératives du bassin minier carmausin, celle de Cagnac et La Revanche prolétarienne de Carmaux. Réuni le 1<sup>er</sup> novembre 1912 dans la salle de l'Utilité sociale, boulevard Blanqui (Paris 13<sup>e</sup>), le congrès approuve à une très forte majorité (307 voix contre 30 et 3 abstentions) l'unification du mouvement coopératif, qui se réalise un mois plus tard. C'est ainsi que, dans le travail, l'éducation et les responsabilités, les prolétaires (entendre :

1. Nombreux travaux publiés ou en cours, mais je songe ici à des problématiques esquissées par Marion Fontaine, 10 mars 1906, « *Courrières-les-morts* », Paris, Fondation Jean-Jaurès, mars 2016.

2. Là aussi, un point de départ : Catherine Moulin, « Jaurès, de trains en gares », *Cahiers Jaurès*, n°s 227-228, janvier-juin 2018, p. 145-156.

3. Christophe Prochasson, « Jean Jaurès et la coopération », *La Revue de l'économie sociale*, n°s 3-4, janvier-mars et avril-juin 1985, p. 31-39 et 69-72.

l'ensemble des salariés et de ceux qui vivent de leur travail) sont amenés à devenir des citoyens à part entière et à préparer un mode de gestion socialiste. « C'est encore en cela que la coopération a une vertu socialiste propre<sup>1</sup> », conclut-il.

Coopération et action collective sont toujours pensées comme aidant au développement de l'individualité. Jaurès professe toujours que le socialisme est un individualisme, mais que « l'individualité de chacun, pour se nourrir, a besoin de l'universelle vie flottante et humaine<sup>2</sup> ». Ainsi, assistant à une représentation d'*Un ennemi du peuple* d'Ibsen au théâtre de l'Œuvre, il regrette « l'apparence trop intellectuelle et peut-être pédantesque<sup>3</sup> » du combat du docteur Stockmann contre un risque sanitaire majeur : dans une grande station thermale, une eau polluée doit provoquer une immense catastrophe s'il n'est pas mis fin à son exploitation, mesure qui entraînerait de lourdes difficultés économiques et sociales. Jaurès reproche au docteur de se décourager trop vite devant l'incompréhension hostile et parfois brutale d'une majorité ignorante et butée sur ses intérêts à courte vue. L'homme de science ibsénien se réfugie dans l'isolement de sa conscience alors qu'il faut savoir « se donner sans se perdre et s'unir aux autres hommes sans s'effacer en eux ». Il faut « affronter toutes les mers, aborder à tous les rivages et à tous les combats » en gardant ses « secrètes pensées » et « ses rêves inconnus » afin d'être à la fois « multitude et solitude, paix et combat, individualité et humanité<sup>4</sup> ».

1. JJ, *L'Humanité*, 2 novembre 1912, p. 2.

2. *Id.*, « À propos d'Ibsen », *La Petite République*, 30 décembre 1894, rééd. *Œuvres...*, t. 17, *op. cit.*, p. 401-405, avec les références aux discussions sur la controverse qui s'ensuit avec Georges Clemenceau (Gérard Baal, Camille Grousselas et Jean-Noël Jeanneney).

3. *Ibid.*, p. 402.

4. *Ibid.*, p. 405.

Vaste programme, qui n'est sans doute pas sans risques et explique la difficulté à saisir tous les combats de Jaurès dans leur globalité comme dans leurs détails. Un des aspects de la modernité politique des partis qui, à l'instar du parti socialiste, Section française de l'Internationale ouvrière, s'organisent au début du <sup>xx</sup>e siècle, réside dans leur capacité à lier action parlementaire et campagne de masse, par la presse, les réunions publiques et les manifestations. Jaurès n'innove sans doute pas entièrement en ce domaine. Il a connu l'écho des grandes campagnes républicaines menées par Gambetta. Sur diverses questions, lui-même sait conduire de grandes batailles politiques, on pense à l'affaire Dreyfus bien sûr, aux campagnes contre les interventions militaires au Maroc ou contre la loi des trois ans, visant à augmenter la durée du service militaire, à d'autres encore. Sans qu'il ait à intervenir personnellement à chaque fois, il faut aussi prendre en compte les campagnes de *L'Humanité* sur divers sujets qui montrent des socialistes attentifs à la diversité des questions sociales, y compris dans des dimensions qui pourraient être aujourd'hui qualifiées d'écologistes.

Prenons par exemple le début de l'année 1908. *L'Humanité* mène d'abord campagne contre l'insalubrité du métropolitain, dont les premières lignes ont été inaugurées en 1900 et 1902. Les articles de Pierre Tesche et Paul Harsigny, tous deux venus du syndicalisme, alertent sur les dangers pour la santé des travailleurs et des usagers de l'excès de vapeur d'eau et de gaz carbonique, et notamment sur la possibilité des infections respiratoires dues aux miasmes et poussières diverses. Les deux journalistes s'appuient le plus souvent sur des publications de *La Revue scientifique*, une revue savante de vulgarisation fondée sous le Second Empire, très populaire, parfois citée et complimentée du reste par Jaurès, et que dirige alors le jeune psychologue Henri Piéron, futur professeur au Collège de France. Ils mettent en cause les responsables de la Compagnie du chemin de fer métropolitain (CMP) ainsi que les pouvoirs publics,

notamment le préfet de la Seine, Justin de Selves<sup>1</sup>. Cette campagne de presse obtient des résultats puisque de premières opérations de nettoyage des tunnels et de désinfection des voitures débute avant même qu'elle ne s'achève<sup>2</sup>. Une réelle bataille politique a donc eu lieu, même si elle n'a pas été relayée au niveau parlementaire durant cette période<sup>3</sup>. Elle sera suivie d'autres sur le même thème.

La dénonciation de l'absence d'hygiène à l'armée constitue au même moment un classique de la presse socialiste. Dans sa série sur « les casernements homicides<sup>4</sup> », qui prend la suite des articles sur le métro, Raymond Figeac met en cause les responsabilités de l'encadrement dans le développement des cas de typhoïde, rougeole, scarlatine et oreillons au sein de casernes mal tenues, ignorant encore souvent l'adduction d'eau potable ou le chauffage des chambrées l'hiver. L'hôpital militaire de Versailles est critiqué pour son indigence. Le lendemain, 15 février 1908, c'est la céruse criminelle qui est dénoncée à la une de *L'Humanité* avec un article d'Albert-Maurice Maurel qu'illustre un dessin de Grandjouan<sup>5</sup>. Il ne s'agit pas non plus ici d'une bataille nouvelle<sup>6</sup>. La céruse ou oxyde de plomb était massivement produite et utilisée pour blanchir les peintures. Sa nocivité, établie depuis longtemps, plusieurs décennies en tout cas, constitue le principal responsable du développement de

1. *L'Humanité*, 18 et 31 janvier, 5, 10, 13, 17 et 27 février 1908 notamment. Neveu et collaborateur de Charles de Freycinet, Justin de Selves est un préfet de la Seine déterminé et politique, qui promeut des alliances de centre droit englobant les radicaux, donc aussi un adversaire politique notable des socialistes.

2. « Premiers résultats », *L'Humanité*, 13 février 1908.

3. À moins que l'on considère comme lui étant redevable – par association d'idées ? – la résolution, proposée le 14 février 1908 par Jaurès et adoptée à l'unanimité de la Chambre, qui prévoit d'améliorer l'aération de la salle des séances et d'en régler la température.

4. *L'Humanité*, 14 février 1908.

5. Sur ce grand peintre, illustrateur et affichiste syndicaliste, voir le catalogue d'exposition (Chaumont, Nantes, Paris) dirigé par Fabienne Dumont, Marie-Hélène Jouzeau et Joël Moris, *Jules Grandjouan. Créateur de l'affiche politique illustrée en France*, Paris, Somogy, 2001.

6. Judith Rainhorn, *Blanc de plomb. Histoire d'un poison légal*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019.



la maladie connue sous le nom de saturnisme. L'important ouvrage de Judith Rainhorn a permis récemment de faire le point sur une longue et complexe histoire dont les socialistes ne sont que des acteurs parmi d'autres<sup>1</sup>. Certes, la céruse est dénoncée par la plupart des socialistes et par des syndicalistes, tel Abel Craissac, le secrétaire de la Fédération des ouvriers peintres en bâtiment de la CGT, qui coordonne avec talent des actions d'éclat contre le « blanc poison ». Il dispose par ailleurs de relais dans la presse et la franc-maçonnerie et lui-même est de tendance nettement réformiste, ce qui explique peut-être que son combat ne soit pas partagé par tous ses camarades. En revanche, la céruse est également attaquée par de nombreux radicaux, comme Clemenceau dans *L'Aurore* au début du siècle, mais aussi par des nationalistes, bien établis dans l'électorat populaire parisien<sup>2</sup>.

Pour les socialistes, la bataille parlementaire est menée par Jules-Louis Breton, député du Cher, formé par Vaillant et rallié à Jaurès<sup>3</sup>, qui joue un rôle important dans les commissions de l'Assistance et prévoyance sociale – il en assure la présidence après son départ de la SFIO en 1910 – et la commission de l'hygiène publique, dont il est en 1901 un des cofondateurs. En compagnie d'un radical-socialiste, ancien blanquiste et communal, le docteur Levraud, et d'un autre médecin socialiste, le docteur Dubois, il interpelle le gouvernement, du temps de Waldeck-Rousseau et de Combes, avant de rédiger un nouveau rapport parlementaire permettant un premier vote de la Chambre en 1903. Certes, les

« manœuvres dilatoires » des relais du lobby industriel, qui se trouvent à droite (Hyacinthe de Gailhard-Bancel et Léonce de Castelnaud) comme à gauche (les radicaux Alcide Treille ou Charles Daumy), relatées et analysées par Judith Rainhorn<sup>1</sup>, font qu'il faut attendre le 20 juillet 1909 pour que soit obtenue l'interdiction de principe avec une mise en application totale prévue pour cinq années plus tard.

Sans méconnaître la force des arguments pour une conclusion pessimiste de cette histoire que développe Judith Rainhorn, concluant à « l'entreprise irrépressible d'accommodement collectif au toxique<sup>2</sup> », il nous semble que le point de vue plus optimiste traditionnellement présenté peut encore se défendre. Certes, le combat et le succès circonscrit ne sont pas du tout à mettre au seul crédit des socialistes. Ils n'interviennent ici que comme partie prenante de la « nébuleuse réformatrice » dont Judith Rainhorn rappelle fort opportunément la belle définition donnée par Christian Topalov : « un univers fini mais aux contours indécis, une matière discontinue faite de noyaux denses et de zones relativement vides, des corps en voie de formation ou de désintégration, un ensemble d'objets organisés en systèmes partiels mais entraînés dans un mouvement d'ensemble<sup>3</sup> ». Disons que les socialistes du temps, dans leur diversité et parfois leurs évolutions (Levraud ne l'est plus, mais il y est passé et cela compte), constituent indéniablement un noyau dense et souvent entraînant au sein de cette nébuleuse.

Tout en se situant désormais sur une tout autre ligne politique que son ancien disciple Breton, l'homme du Bloc par excellence, fervent partisan de l'alliance avec les radicaux, Vaillant se montre pourtant lui

---

1. *Ibid.*

2. Judith Rainhorn a relevé 444 articles dans *L'Aurore* entre 1900 et 1909, avec 7 éditoriaux de Clemenceau en août-septembre 1904. Pour les nationalistes, elle cite *L'Éclair*, *L'Écho de Paris*, *La Libre Parole*, *L'Intransigeant*. *La Petite République*, qui fédère alors presque tout le camp socialiste, commence sa campagne en décembre 1900, avec des articles de Pierre Forest, ancien ouvrier plâtrier du Cher, militant du Parti socialiste révolutionnaire de Vaillant.

3. Christine Moissinac et Yves Roussel, *Jules-Louis Breton (1878-1940). Un savant parlementaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

---

1. Judith Rainhorn, *op. cit.*

2. *Ibid.*

3. Christian Topalov, « Les réformateurs et leurs réseaux : enjeux d'un objet de recherche », *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999, p. 13, cité par Judith Rainhorn, *op. cit.*, p. 214.

aussi capable de faire avancer des propositions nouvelles relatives à la protection sociale ou à l'hygiène publique. Certaines, comme la loi sur l'assainissement déjà évoquée ou la réduction de la journée de travail (dix heures, puis huit heures, un jour de congé hebdomadaire, puis un et demi avec « la semaine anglaise » et enfin deux), actualisent des thèmes anciens. D'autres apparaissent plus inédites, telle la mise en cause de la fatigue nerveuse qu'occasionnent les méthodes modernes d'organisation du travail. À chaque fois, l'ancien dirigeant de la Commune cherche à s'appuyer sur des données scientifiques établies, réclamant de surcroît le développement des recherches et de l'enseignement universitaire pour la physiologie du travail ou l'hygiène alimentaire. C'est la spécificité que prétendent incarner les socialistes : fonder leurs revendications non seulement sur la justice ou le sentiment, mais sur l'analyse la plus rationnelle et légitime possible corroborée par les hommes de science.

C'est du moins le sentiment dominant, celui qu'encouragent Jaurès et Vaillant à la tête du parti socialiste. Eux-mêmes reconnaissent qu'il leur faut lutter contre une tentation forte, qu'ils attribuent peut-être implicitement à leurs compétiteurs guesdistes, mais qui recouvre un problème plus large et complexe qu'une rivalité de tendances. C'est la pente qui sacrifie tout à la prise du pouvoir politique, donc à sa préparation par « le travail d'accumulation arithmétique des suffrages<sup>1</sup> » et qui veut éviter tous les sujets qui pourraient fâcher ou gêner : antialcoolisme, réforme fiscale, politique scolaire, politique du logement, etc. Jaurès préconise une autre voie, faite « d'efforts multiples, incessants, toujours plus hardis et plus efficaces, par lesquels le prolétariat aura accru sa liberté, sa conscience, sa lumière, sa santé physique et morale, son loisir de réparation et de culture, sa sécurité sociale, sa participation effective aux

---

1. JJ, « Alcoolisme et socialisme », *L'Humanité*, 10 février 1912, rééd. *Œuvres...*, t. 17, *op. cit.*, p. 449-451.

liens de la civilisation<sup>1</sup> ». Il admet que cette politique correspond à une évolution sans doute inévitable : « À mesure qu'on avance dans la vie, on est plus épris de l'idéal qui soutient la volonté, qui supplée par sa force inépuisable à l'élan diminué des forces vitales, mais aussi on est plus impatient d'en incorporer des parcelles à la réalité<sup>2</sup>. »

On voit bien aussi ce que cela implique et comment cela peut se caractériser. En dehors des formes habituelles du combat politique, l'action syndicale, corporative, associative, culturelle devient tout aussi importante et partie prenante de l'activité politique proprement dite. Le risque est peut-être qu'il devient alors plus difficile de maintenir la séparation, la coupure avec la société et qu'à s'insérer partout, le socialisme risque de se diluer et de perdre son allure d'alternative radicale à la société présente. Cela n'apparaît pas trop au temps de Jaurès : l'insistance sur la socialisation nécessaire de la propriété et le refus de la participation ministérielle demeurent des garanties de différenciation suffisantes. Mais on comprend que puissent exister des inquiétudes convergentes pour des raisons directement électoralistes (ne mécontenter personne) ou strictement doctrinaires (se désintéresser de tout ce qui n'est pas prise du pouvoir d'État). Au contraire, la première attitude fondée sur l'action totale cherche à construire une force d'influence et de réalisation préparant la prise en compte de l'ensemble des problèmes sociaux, et donc aussi leur compréhension dans leur environnement naturel.

---

1. *Ibid.*

2. JJ, « La réforme électorale », *La Dépêche*, 9 février 1911.

## PROTÉGER PAYSAGES ET FORÊTS, PENSER LA VILLE

---

On peut se demander s'il existe à l'époque jaurésienne une politique socialiste du paysage. Faut-il le protéger ou le remodeler? Et dans ce dernier cas, est-il nécessaire de transformer de fond en comble paysages ruraux et urbains pour mettre en place une utopie radicalement différente du monde antérieur? Pour commencer, considérons la question des paysages, évidemment déjà transformés dans un pays humanisé et cultivé depuis si longtemps, et cherchons à déterminer ce que put être l'attitude concrète des socialistes à leur égard. Sans remonter à l'idée de nature et aux divers débats littéraires, philosophiques ou culturels des périodes antérieures, constatons que la protection des paysages est à peu près contemporaine de l'émergence du socialisme comme force politique constituée et majeure, sans qu'il soit forcément nécessaire d'établir un lien entre les deux phénomènes, et sans en tout cas que l'on puisse identifier un lien de cause à effet. Toutefois, cette protection s'insère dans le dispositif du réformisme républicain qui se déploie au début du siècle et dans lequel s'inscrit aussi l'action socialiste.

Le point de départ se situe en 1901 avec la formation de la Société pour la protection des paysages de France, placée sous la présidence d'honneur du poète Sully Prudhomme, secrétaire perpétuel de l'Académie

française et premier prix Nobel de la littérature, et sous la présidence effective du député radical-socialiste du Doubs Charles Beauquier. Ce député, militant de la Ligue pour la protection des oiseaux, est un défenseur du monde avicole, mais aussi un régionaliste convaincu et un anticlérical affirmé, président de l'Association nationale des libres penseurs, fondateur de la Société pour la liberté des enterrements civils<sup>1</sup>. Il n'hésite pas à affirmer des points de vue originaux, se situant, dans le contexte de l'époque, nettement à gauche, mais se montre aussi capable de travailler avec des collègues modérés ou conservateurs afin d'organiser et d'animer la République. Il est ainsi à l'origine de la loi qui porte son nom et qui pour la première fois s'intéresse explicitement à la protection des sites et monuments naturels.

Déposée le 28 mars 1901, peu avant celle voisine du député radical du Finistère Louis Dubuisson (17 mai 1901), sa proposition de loi est adoptée sans débat par la Chambre avant d'être transmise au début de 1906 avec urgence au Sénat pour qu'elle puisse être examinée et votée avant la fin de la législature, résultat effectif le 27 mars de la même année. Le rapporteur est un autre radical, le député de la Drôme Maurice Faure, un des principaux soutiens du gouvernement alors en place, que dirige Ferdinand Sarrien, autre personnalité de la Gauche radicale (le groupe de la Gauche radicale, comme son nom ne l'indique pas nécessairement, réunit l'aile modérée du radicalisme).

Si les promoteurs de la loi appartiennent à une même mouvance radicale, ils ont obtenu des appuis de tous bords pour faire aboutir cette première loi de protection de l'environnement après quelques années de cheminement discret<sup>2</sup>. Promulguée le 21 avril 1906 dans un contexte

1. Noël Barbe (dir.), *Les Mondes de Beauquier*, Besançon, Sekoya, 2014.

2. Arlette Leduc, « La difficile question des paysages », colloque « Droit et pratiques du patrimoine culturel », université Jean Moulin-Lyon III, 2008 et Charles-François Mathis et Jean-François Mouhot

consensuel, elle peut être mise néanmoins au crédit d'un Parlement réformateur et progressiste. Après la défense républicaine, le Bloc des gauches lance un certain nombre de réformes dans les domaines les plus variés, et sous son égide s'est déroulée la législature (1902-1906) certainement la plus à gauche de la III<sup>e</sup> République avant la Grande Guerre. Absent de la législature précédente (1898-1902), Jaurès ne prend pas part aux échanges, mais il manifeste régulièrement son attention à l'harmonie et à la qualité des paysages au milieu desquels il vit et, à la Chambre, les députés les plus proches de lui travaillent quotidiennement avec les radicaux.

On peut tenter un parallèle avec la loi sur la préservation des monuments historiques définitivement votée le 31 décembre 1913 et elle aussi issue d'un patient travail de préparation parlementaire, même si l'initiative relève finalement du gouvernement Briand qui dépose un projet de loi le 11 novembre 1910. De nombreux députés, journalistes, écrivains interviennent pendant plusieurs années dans ce débat, notamment Maurice Barrès en défense des églises de France, qu'il veut faire classer intégralement dès lors qu'elles sont antérieures au XIX<sup>e</sup> siècle. Il ne s'agit donc nullement d'un combat socialiste, ni même de gauche, mais Maurice Barrès indique bien lui-même qu'il trouve de précieux appuis pour son combat au sein du groupe socialiste, notamment auprès d'Albert Thomas et surtout de Marcel Sembat<sup>1</sup>.

En revanche, le député du Tarn intervient au sujet des forêts, ce qui ne nous surprend pas puisqu'elles se révèlent très présentes dans les images qu'il utilise dans ses discours et que la nécessité de leur protection était

(dir.), *Une protection de l'environnement à la française? XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2013.

1. Maurice Barrès, *La Grande Pitié des églises de France*, édité et introduit par Michel Leymarie et Michela Passini, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012 [Émile-Paul, 1914]. Barrès et Sembat interviennent longuement à la Chambre le 25 novembre 1912, sans succès immédiat ni pour l'un ni pour l'autre, mais en marquant des points décisifs dans l'opinion et à la Chambre.

déjà ressentie comme nécessaire, et débattue sous les régimes précédents. Il faudrait même sans doute remonter beaucoup plus loin encore. Serge Audier rappelle que la préservation des forêts est un thème répandu sous l'Antiquité ou à l'époque moderne, qu'elle se retrouve chez de nombreux socialistes du XIX<sup>e</sup> siècle, en France avec Charles Fourier, Flora Tristan, Victor Considerant ou Pierre Leroux, en Grande-Bretagne avec Thomas Carlyle<sup>1</sup>. Il n'est donc pas étonnant que la question de leur entretien soit régulièrement abordée à la Chambre, notamment à l'initiative du groupe de la défense forestière et pastorale et d'un de ses animateurs, le député radical de la Savoie, Antoine Deléglise, par ailleurs connu comme Beauquier pour ses prises de position en faveur de la protection des oiseaux migrateurs.

Ainsi, le 13 février 1908, Deléglise propose de modifier certains articles du Code forestier afin de rendre plus difficiles les grandes opérations de défrichement qui menacent les forêts du Morvan, de Touraine, de Normandie ou du Jura. Il souhaite un inventaire des forêts particulières et suggère le rachat – la nationalisation, dirions-nous aujourd'hui – d'un certain nombre d'entre elles, comme cela a été réalisé pour la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. Le ministre de l'agriculture radical Joseph Ruau, en fonctions de 1905 à 1910, reconnaît les responsabilités d'un déboisement excessif dans plusieurs inondations récentes et fait quelques promesses pour l'avenir. L'intervention de Deléglise semble plutôt inquiéter ses collègues de droite<sup>2</sup>, alors qu'elle est soutenue par les socialistes.

1. Serge Audier, *La Société écologique et ses ennemis. Pour une histoire alternative de l'émancipation*, Paris, La Découverte, 2017. De son côté, le récent programme socialiste, *RDV 2022. Justice climatique et politique environnementale*, inscrit le combat de la social-écologie actuelle dans le prolongement des actions passées en remontant jusqu'à... Martignac, défenseur du Code forestier en 1826 et éphémère chef du gouvernement sous Charles X.

2. Le marquis Robert de Pomereu notamment, député Action libérale de Seine-Inférieure, très attaché à la liberté complète d'action des grands propriétaires fonciers dont il fait partie, combat les propositions

Parmi ceux-ci, le premier à intervenir est Édouard Vaillant, député de Paris, mais aussi vierzonnais et grand connaisseur des forêts berrichonnes, bientôt suivi du guesdiste Paul Constans, député de l'Allier. Dans la *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, massivement lue par les instituteurs et institutrices, le socialiste Marcel Sembat propose de prendre exemple sur le modèle suisse et d'imposer aux propriétaires privés l'entretien et la sauvegarde des forêts<sup>1</sup>. Jaurès n'intervient pas sur le moment, mais quelques mois plus tard. Dans un discours sur la politique douanière assez favorable à une baisse générale des tarifs douaniers, ce qui tranche du reste avec certaines de ses prises de position antérieures, il consacre un développement particulier à la nécessaire protection des forêts, « ravagées par la hâte imprévoyante avec laquelle les produits forestiers sont livrés à toutes les frénésies et à toutes les fantaisies de la production industrielle [...] en une génération, en deux générations, votre richesse forestière aura été dévastée ». Il poursuit en montrant la nécessité d'un plan de rachat des forêts particulières, comme cela se pratique en Allemagne, Autriche-Hongrie ou Grande-Bretagne<sup>2</sup>. Le débat entre obligations légales (Sembat) et nationalisation progressive (Jaurès) ne semble pas vraiment tranché chez les socialistes, ni de manière plus large au sein de la gauche. Du moins l'objectif général est dessiné et ne semble apparemment pas soulever de grandes oppositions au sein du camp républicain. Parmi les arguments de l'époque, signalons un de ceux avancés par Deléglise : les forêts seront bien utiles en cas de nouvelle guerre pour permettre aux troupes françaises de ne pas évoluer à découvert face à un ennemi plus nombreux.

de Deléglise. Les propriétaires en cause sont issus de la haute aristocratie, comme les Luynes et les Polignac, ou de la grande bourgeoisie, comme les Lebaudy, industriels du sucre.

1. Marcel Sembat, « Reboisons », *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, 22 mars 1908.

2. Chambre des députés, séance du 9 juillet 1909, *Journal officiel de la République française*, 10 juillet 1909, p. 1615.

La protection de la forêt ne devient sans doute pas un axe majeur de la propagande socialiste au cours des années suivantes, mais, jamais oubliée, cette thématique perdure jusqu'à aujourd'hui. François Mitterrand, dont la passion pour le sujet est connue, avait créé en 1983 un secrétariat d'État spécifique, confié à René Souchon, et une dénomination ministérielle fut maintenue jusqu'en 1992. Le sujet est toujours très suivi à gauche avec des développements spécifiques dans chaque formation. Emmanuel Maurel en est un des spécialistes reconnus au Parlement européen<sup>1</sup>. animateur de la Gauche républicaine et socialiste, il représente en quelque sorte le chaînon intermédiaire entre le Parti socialiste et La France insoumise, deux héritiers parmi d'autres de la pensée jaurésienne. On peut remarquer aussi que, de manière significative, le récent programme écologique du Parti socialiste, *RDV 2022. Justice climatique et politique environnementale*, se conclut sur une longue défense et illustration de la forêt comme « bien commun » et combat « emblématique de la social-écologie<sup>2</sup> », permettant de concilier l'intérêt général, le temps long, la défense de l'emploi et l'avenir de la planète.

Ajoutons que, répondant sans doute à un autre de ses principes fondamentaux de pensée et d'action – toujours élargir son regard! –, Jaurès ne se limite pas à la défense des paysages et des anciennes forêts. Il salue ainsi chez son prédécesseur Benoît Malon le sens de la « sympathie cosmique » qui lui faisait prendre en compte les intérêts de « la nature inférieure<sup>3</sup> ». Dans le sillage de Michelet, Malon souhaitait que les animaux entrent « dans la Cité » et allait jusqu'à vouloir épargner aux plantes « les obscures souffrances que leur prodigue notre légèreté<sup>4</sup> ». Jaurès lui-même

montre en diverses occasions son attachement à la cause animale, de l'apiculture ou des animaux d'élevage à ses chiens de compagnie, et apporte son soutien à la revue d'Adrienne Neyrat, *L'Ami des bêtes*, fondée en 1898, comme l'a relevé Alain Boscus dans son édition de l'hommage à Malon<sup>1</sup>. Cette intervention discrète demeure certes anecdotique, mais c'est un trait de sa sensibilité qu'il n'est pas inutile de signaler. Même s'il n'en fait nullement une règle ou un exemple, s'il ne politise pas la question, Jaurès ne pêche ni ne chasse, contrairement à Briand, Guesde, Viviani et beaucoup d'autres.

D'une manière générale, tout en gardant à l'esprit le nombre finalement assez réduit de descriptions précises de la société de l'avenir dans l'ensemble de la production socialiste ou socialisante parmi les textes littéraires ou politiques, il ne faut pas partir de quelques cas encore plus exceptionnels pour imaginer des militants animés d'une volonté systématique de bouleverser totalement l'apparence de la planète avec une expansion illimitée de la production industrielle ou une urbanisation généralisée<sup>2</sup>. Certes, la production doit augmenter, le travail est le principe d'organisation de la société, mais en respectant un équilibre de vie. On retrouve vite chez tous ces socialistes les éléments fondamentaux et les attentes de la culture de gauche, républicaine et démocratique ambiante de l'époque.

Arrêtons-nous un moment devant le grand tableau de Paul Signac *Au temps d'harmonie* exposé à la mairie de Montreuil. L'harmonie imaginée, anarchiste ou socialiste, n'est pas celle des grandes foules et de l'industrialisation à outrance. Elle concerne des petits groupes qui travaillent

1. Emmanuel Maurel, « Pour une politique européenne de la forêt », *Libération*, 6 novembre 2019.

2. *RDV 2022. Justice climatique et politique environnementale*, op. cit., p. 40.

3. JJ, « La mort de Benoît Malon », *La Petite République*, 21 septembre 1893, rééd. *Œuvres...*, t. 5, op. cit., p. 207-211.

4. *Ibid.*, p. 208.

1. *Ibid.*, p. 208.

2. Madeleine Rebérioux, « La littérature socialisante et la représentation du futur en France au tournant du siècle », *Revue historique*, 1985, repris dans *Pour que vive l'histoire. Écrits*, Paris, Belin, 2017, p. 623-639.

la terre en acceptant l'aide contrôlée de la machine industrielle, placée discrètement en arrière-plan du tableau. Les buts prioritaires de la vie en harmonie sont toujours constitués par les arts, les loisirs, l'amour et la joie. Jaurès aurait-il fait sienne cette représentation? Sans doute pourrait-on objecter que son goût esthétique le porte davantage vers les représentations idéales de Puvis de Chavannes<sup>1</sup>, mais cette prédilection modifierait-elle grand-chose pour l'idée envisagée? Peut-être un peu plus de méditation métaphysique devant le ciel, étoilé ou non, comme s'y livrent les *Promeneurs* dans la grande toile d'Henri Martin au Capitole de Toulouse<sup>2</sup>?

En ce qui concerne les paysages urbains, Jaurès se révèle aussi un témoin discret. Mais il est également durant toutes ces années un citadin, résidant à Toulouse dont il devient maire adjoint pendant ses années d'enseignement universitaire, ou à Paris, au Quartier latin jusqu'à la fin du siècle, puis dans le paisible 16<sup>e</sup> arrondissement lorsqu'il est à la fois député et père de famille<sup>3</sup>. Il ne se prive pas d'adresser des éloges successifs à

1. La peinture idéaliste de Pierre Puvis de Chavannes (1824-1898) est en effet particulièrement appréciée par Jaurès qui voit en lui le « peintre de l'humanité heureuse, fraternelle », « réconciliée avec elle-même et réconciliée avec la nature » (nous soulignons), annonçant « la première lueur de l'art socialiste », « l'image anticipée de ce que sera la société de demain » (conférence « L'art et le socialisme », 13 avril 1900, *Œuvres...*, t. 16, *op. cit.*, p. 411-424). Les sympathies libertaires et l'engagement militant de Paul Signac (1863-1935) sont connus. Voir sur ces deux peintres les articles de Chantal Georgel dans *Socialisme et utopies. De Babeuf à Jaurès*, dirigé par Madeleine Rebérioux, Chantal Georgel et Frédéric Moret, Paris, Documentation photographique, 2000.

2. Ami de Jaurès, son portraitiste et celui de son fils, Henri Martin (1860-1943) décore en 1905-1906 les grandes salles du Capitole. Cette toile, appelée aussi *Les Rêveurs* ou *Les Bords de la Garonne*, représente Jaurès aux côtés du peintre vénézuélien Emilio Boggio (1857-1920). Voir le catalogue *Henri Martin. Du rêve au quotidien*, Milan, Silvana Editoriale, 2008.

3. Les choix de domiciliation de Jaurès s'expliquent aisément : jamais très éloignés de la Chambre des députés, mais à proximité immédiate du lycée Molière lorsque sa fille Madeleine y est scolarisée, puis du lycée Janson-de-Sailly lorsque son fils Louis en devient l'élève ; entre les deux, un court moment sans sa famille (installée dans le Tarn) rue de Chanaleilles à proximité du Quartier latin de sa jeunesse et de la Chambre, lieu du travail quotidien.

toutes les villes dans lesquelles il réside : Albi, au charme qu'il s'imagine italien<sup>1</sup>, à condition qu'il y ait du soleil, Toulouse, capitale du Midi, Paris, à « l'animation aisée et légère<sup>2</sup> ». Bien sûr, s'il faut choisir entre la ville et la campagne, il refuse de le faire. Il récuse tout séparatisme, toute limitation : « C'est toute l'humanité qu'il faut étreindre<sup>3</sup>. »

Au-delà de cette question, nous pouvons nous demander s'il a quelque chose de particulier à dire sur la civilisation urbaine en plein essor, alors que le taux d'urbanisation en France se situe encore aux alentours de 40 % en 1900. Il y est sensible en tout cas, comme le prouve sa reprise éphémère de la rubrique « Le Liseur » dans *La Dépêche* pour revenir sur les deux grands recueils d'Émile Verhaeren, *Les Campagnes hallucinées* et *Les Villes tentaculaires*<sup>4</sup>. Il a pleine conscience du développement rapide des faubourgs, des « banlieues tristes et voraces qui appellent et absorbent les êtres et les choses<sup>5</sup> » et cite le poète belge :

« La ville au loin s'étale et domine la plaine  
Comme un nocturne et colossal espoir ;  
Elle surgit : désir, splendeur, hantise ;  
Sa clarté se projette en lueurs jusqu'aux cieux,  
Son gaz myriadaire en buissons d'or s'attise,  
Ses rails sont des chemins audacieux  
Vers le bonheur fallacieux  
Que la fortune et la force accompagnent ;

1. Éliisa Marcobelli, « Jaurès et l'Italie », *Cahiers Jaurès*, à paraître (2021).

2. JJ, « Choses de Paris », *op. cit.*

3. *Ibid.*

4. JJ, « Causeries – Un poète », *La Dépêche*, 11 février 1904, rééd. *Œuvres...*, t. 16, *op. cit.*, p. 472-477. Émile Verhaeren (1855-1916) est lui aussi connu pour ses sympathies socialistes et libertaires. Il était d'ailleurs l'ami de Paul Signac qui, reçu chez lui, songea à offrir *Au temps d'harmonie* à la Maison du Peuple de Bruxelles.

5. *Ibid.*

Ses murs se dessinent pareils à une armée  
 Et ce qui vient d'elle encore de brume et de fumée  
 Arrive en appels clairs vers les campagnes.  
 C'est la ville tentaculaire,  
 La pieuvre ardente et l'ossuaire  
 Et la carcasse solennelle<sup>1</sup>. »

Cette sensibilité débouche-t-elle sur une politique ? Jaurès est contemporain de la première vague de grandes conquêtes municipales par les socialistes de diverses tendances. Au-delà des succès ou échecs locaux se dessine en effet une implantation qui permet de constituer le socialisme municipal contemporain<sup>2</sup>. Celui-ci ne peut se réduire à son côté pratique, à ses réalisations concrètes, au « socialisme du gaz et de l'eau » parfois évoqué. Il cherche à se donner un programme précis et un cadre méthodique pour appréhender la ville, notamment à l'approche des élections municipales, en 1908 et 1912. Celles-ci se préparent avec un groupe de jeunes intellectuels, souvent normaliens, qui s'expriment dans des études publiées sous la forme de petits ouvrages par *Les Cahiers du socialiste*<sup>3</sup>. Patrizia Dogliani comme Christophe Prochasson notent que Jaurès intervient peu dans leurs débats<sup>4</sup>. Il encourage toutefois et suit avec une sympathie non dissimulée les efforts des uns et des autres, les interventions d'Adrien Veber ou d'Edgard Milhaud au congrès de Saint-Quentin (avril 1911) et les diverses publications du groupe qu'il commente dans *L'Humanité* ou la *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*<sup>5</sup>.

1. Émile Verhaeren, *Les Villes tentaculaires*, 1895.

2. Patrizia Dogliani, *Le Socialisme municipal...*, *op. cit.*

3. Albert Thomas, François Simiand, Maurice Halbwachs, Robert Hertz, Louis Gernet, Marcel Granet, Hubert et Georges Bourgin, Antoine Bianconi, etc.

4. Patrizia Dogliani, *Le Socialisme municipal...*, *op. cit.*; Christophe Prochasson, *Les Intellectuels, le Socialisme et la Guerre*, Paris, Seuil, 1993.

5. JJ, « Les Cahiers du socialiste », *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, 6 juin 1909, rééd. *Œuvres...*, t. 17, *op. cit.*, p. 421-424.

Au sein du parti, Vaillant est à la manœuvre et couvre de son autorité le développement des études municipales, les propositions de nationalisation ou de municipalisation avec les régies directes, sans rompre avec la tradition marxiste et guesdiste, d'autant que les partisans de cette dernière ne se distinguent pas nécessairement de leurs camarades en matière de gestion municipale.

Peu importe ici. L'intérêt est que ce travail politique et théorique dépasse le programme classique de réformes ou de revendications sur l'hygiène, l'assainissement, la fiscalité, l'opposition à l'octroi ou aux compagnies à monopole, la défense ou la promotion de la laïcité, le soutien à l'enseignement public pour déboucher sur un projet d'urbanisme prenant en compte le développement et la transformation des villes et des banlieues. Jaurès ne verra pas personnellement l'apogée de cette politique. C'est après la guerre qu'un ancien disciple de Vaillant, Henri Sellier, en devient le symbole<sup>1</sup>.

Maire de Suresnes (1919), élu assez tardivement sénateur (1935), Sellier dispose surtout d'un vrai pouvoir d'influence et de réalisation par ses fonctions d'administrateur délégué de l'Office public d'habitations à bon marché de la Seine (à partir de 1915) et de rapporteur général du budget du conseil général de la Seine (1915-1927). Depuis l'avant-guerre, il travaille sur les banlieues urbaines et la nécessaire réorganisation du département de la Seine. Dès les élections de 1908 et de 1912, les socialistes ont mené campagne pour la départementalisation des services publics. Pendant l'entre-deux-guerres, tout en s'adaptant aux nécessités de la reconstruction, puis de la crise, le département de la Seine, sous l'instigation de Sellier et de son réseau, qui dépasse

1. Katherine Burlen (dir.), *La Banlieue Oasis. Henri Sellier et les cités-jardins 1900-1940*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 1987; Roger-Henri Guerrand et Christine Moissinac, *Henri Sellier, urbaniste et réformateur social*, Paris, La Découverte, 2005.



le seul cercle des élus socialistes, réalise un certain nombre d'opérations d'urbanisme passées à la postérité sous le nom de cités-jardins<sup>1</sup>. Celles-ci associent un investissement collectif, une volonté d'hygiène et de santé avec la prise en compte dans le logement comme à l'extérieur des nouveaux besoins sociaux d'une population laborieuse (espaces verts, sportifs et culturels). Ainsi à Châtenay-Malabry, Jean Longuet fait construire la première piscine de la banlieue parisienne pour la cité-jardin de la Butte rouge. La ville moderne, y compris en banlieue, doit assurer toutes les fonctions de la ville traditionnelle et anticiper sur la société socialiste à venir. Jaurès en avait esquissé les principes généraux : développement de la propriété communale, primauté de l'intérêt collectif et maîtrise du foncier par la collectivité, espaces libres pour donner de l'air, de la verdure « et la possibilité de pratiquer les sports fortifiants et sains<sup>2</sup> ». Sans doute, ses interventions demeurent générales, mais ce n'est pas sans raison ni sans utilité. Ainsi, elles ne ferment pas la discussion et offrent un cadre assez large qui permet aux socialistes de s'entendre sur des principes fondamentaux tout en laissant une certaine marge aux initiatives locales : les politiques menées par Henri Sellier à Suresnes, André Morizet à Boulogne-Billancourt ou Jean Longuet à Châtenay-Malabry<sup>3</sup> ne sont pas identiques, mais elles restent convergentes et cohérentes.

1. Laurent Coudroy de Lille, « Henri Sellier 1883-1943 ou la cause des villes. Retour sur un engagement en urbanisme », *Histoire urbaine*, 2013/2, n° 37, p. 5-30.

2. JJ, « Les Cahiers du socialiste », *art. cit.*

3. Voir Aude Chamouard, *Une autre histoire du socialisme. Les politiques à l'épreuve du terrain (1919-2010)*, Paris, CNRS Éditions, 2013, et aussi Valérie Perlès (dir.), *Le Pré entre Paris et banlieue. Histoire(s) du Pré-Saint-Gervais*, Grane, Créaphis, 2004; Gilles Candar, *Jean Longuet. Un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007; Pascal Guillot, *André Morizet. Un maire constructeur dans le Grand Paris*, Grane, Créaphis, 2012.

Leur examen doit se fonder sur deux approches complémentaires. D'une part, la conception socialiste se veut distincte du cours régulier de la société administrée par des gouvernements républicains, radicaux ou modérés, ou les deux, y compris avec un soutien ou une participation socialiste. Elle cherche en effet à dépasser le seul terrain de la politique. C'est ce qu'exprime le jeune militant Marcel Mauss, futur professeur au Collège de France, lorsqu'il explique devant les étudiants collectivistes que « le socialisme est quelque chose de social [...] un fait social nouveau [...] qui doit agir sur l'ensemble des faits sociaux [...] afin de faire naître une nouvelle manière de voir, de penser, d'agir<sup>1</sup> ». Mauss décline ensuite la diversité des formes de l'action politique qui doit s'associer à « l'action économique », « syndicale » et « corporative », mais aussi être « humanitaire » en servant à l'extension des principes de justice, de droit et de liberté, et « révolutionnaire<sup>2</sup> » puisqu'elle suppose un changement social et psychique substantiel. Le socialisme n'est fidèle à lui-même que s'il ne se réduit pas à la gestion ou à la politique. Un passé très récent a sans doute montré que l'oublier conduisait en effet à son évanouissement et à sa quasi-disparition. C'est ce qu'exprime aussi quelques années plus tard Charles Andler, lui aussi futur professeur au Collège de France, dans une conférence sur la civilisation socialiste. Andler veut « un sentiment social nouveau ». Il pourfend « le mauvais style, fait de matériaux déloyaux et de forme hideuse » et ajoute : « Nous sommes submergés de faux luxe et de camelote grossière. Notre architecture, comme notre art décoratif, réalise des lignes stupéfiantes de forme, dans des matériaux de

1. Marcel Mauss, « L'action socialiste », conférence du 15 mars 1899, *Le Mouvement socialiste*, 15 octobre 1899, rééd. *Écrits politiques*, textes réunis et présentés par Marcel Fournier, Paris, Fayard, 1997, p. 72-82.

2. *Ibid.*

mensonge<sup>1</sup>. » Cette attente de vérité et de sobriété, de matériaux simples et naturels pour la Cité à édifier, doit se retrouver dans l'aménagement intérieur comme dans l'urbanisme réorganisateur et régénérateur du socialisme.

D'autre part, cette demande de civilisation socialiste s'intègre aussi dans le laboratoire républicain du réformisme social. Des majorités plurielles se nouent au Conseil général comme parfois à la Chambre, plus difficilement au Sénat. La réforme sociale associe, nous l'avons vu, des élus socialistes révolutionnaires, comme l'ancien communard Édouard Vaillant, des radicaux influencés ou non par les théories solidaristes de Léon Bourgeois et des républicains modérés, tels les deux initiateurs des lois (1894 et 1906) sur les habitations à bon marché, Jules Siegfried et Paul Strauss. Les premières mesures de sécurité ou de protection, de réduction de la journée de travail ou d'assistance sociale, d'hygiène et de salubrité, sont ainsi peu à peu votées et, dans une dialectique complexe avec le mouvement social porté par le syndicalisme et les décisions de justice, entrent progressivement en application.

Après la guerre, les nécessités de la reconstruction et des budgets resserrés pèsent évidemment sur les possibilités de transformation urbaine. Mais c'est aussi le propre de la politique socialiste que de tendre à favoriser des stratégies d'émancipation sociale dans un cadre républicain, et cette dimension nécessaire porte des contraintes spécifiques. Cette tension se retrouve dans les gestions municipales socialistes de la période jaurésienne, évidemment inégales, mais qui par rapport à des expériences d'autres époques font preuve d'un sens très progressif et négocié du changement. Cela ne serait pas suffisant pour définir une politique

pré-écologique, mais une transformation qui privilégie espaces verts, équipements sportifs et culturels, hygiène et assainissement, sans bouleverser le tissu urbain et en étant amenée par la force du régime républicain à garder un contact étroit avec les populations concernées, leurs attentes et leurs refus, ne peut pas non plus être accusée de verser dans un productivisme dévastateur et débridé.

---

1. Charles Andler, *La Civilisation socialiste*, présentation de Christophe Prochasson, Lormont, Le Bord de l'eau, 2010 [1911]. Voir aussi Christophe Prochasson, *Les Intellectuels et le Socialisme (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Plon, 1997.

# CONCLUSION

---

Un retour à Jaurès serait évidemment sans consistance ni signification s'il se réduisait à vouloir reprendre des solutions pratiques ou d'un programme législatif précis, puisque tous ses efforts consistent à faire vivre ses principes dans l'histoire et qu'il a toujours conscience du mouvement auquel rien ne peut échapper : « Ni la nature ni la mort ni la vie ne sont immobiles », écrit-il avant d'ajouter : « L'immobilité et l'arbitraire sont l'essence des dogmes, et la négation même de l'univers qui est une évolution infinie soumise à des lois. La science, au contraire, mouvante et réglée, se confond avec l'univers, éternelle et changeante comme lui<sup>1</sup>. » Peut-être même faut-il admettre qu'une part de sa popularité posthume tient à ce qu'il ne s'est pas identifié à un dogme ni n'a cédé à la trop grande facilité d'une solution assénée, qu'il est resté un homme qui doute. Lui-même, si l'on en croit Joseph Paul-Boncour qui relatait l'avoir entendu, s'interrogeait au sujet de Marx et Engels alors qu'il consultait un volume de leur correspondance :

Comme ils étaient enfermés dans leur doctrine, indifférents à tout ce qui n'était pas leur lutte, irréductibles dans leur antipathie. Je me demande parfois si ce n'est pas une faiblesse, si cela ne diminue pas la valeur

---

1. JJ, « L'esprit libre », rééd. *Œuvres...*, t. 8, *op. cit.*, p. 368.

combative d'un militant que de s'efforcer, comme je le fais, à comprendre les idées des autres, que d'être accessible à tant d'autres émotions qui ne sont pas de la seule lutte politique et socialiste<sup>1</sup>.

Le directeur de *L'Humanité* avance tout de même ses propres analyses et propositions. Il donne au moins le point de départ d'une réflexion à la fois républicaine et révolutionnaire, puisqu'elle se compose de la double exigence de l'efficacité d'une action consciente de transformation de la société et de la justice de cette intervention, fondée sur la loi et le respect des règles de la démocratie et de l'humanité. Il en précise quelque peu l'orientation. Il ne s'agit pas seulement des objectifs divers de la politique socialiste en matière de revendications sociales, économiques, culturelles et politiques, élaborées naguère et aujourd'hui plus ou moins d'actualité et applicables selon les cas. Le socialisme n'est ni un économisme, ni une pure doctrine de gestion politique et parlementaire. Sans ignorer ces aspects, Jaurès va toujours plus loin que cela.

Il n'est pas tout seul à intervenir, bien entendu. Nous devons citer, outre les conférences de Marcel Mauss sur « l'action socialiste » et de Charles Andler sur « la civilisation socialiste » déjà évoquées<sup>2</sup>, les interventions et propositions de loi de Vaillant sur « l'assurance sociale », constantes des années 1890 à sa mort<sup>3</sup>, ou le discours de Longuet sur les principes de la paix pour l'Europe et le monde (1919), la brochure de Léon Blum *Pour être socialiste* ou son programme d'action adopté par le congrès de la Bellevilloise (1919)<sup>4</sup>, et bien d'autres encore... La « Bibliothèque

républicaine » aux éditions Le Bord de l'eau, la collection « Les Passeurs » à Arbre bleu éditions et bien d'autres offrent des exemples probants de cet effort collectif pour donner des assises solides au socialisme, ce qu'on appelait jadis parfois « l'Idée » ou « la doctrine ». Assurément, Jaurès synthétise cet effort et permet de ne pas confondre le socialisme avec une simple amélioration des méthodes et de la répartition des produits de l'économie libérale.

Il l'identifie parfois à une révolution morale, à une révélation religieuse – les termes varient et, au-delà des circonstances et de son évolution, son hésitation n'est sans doute pas feinte –, en tout cas il ne le conçoit pas en dehors des progrès de la vie universelle, de l'unité, de l'action réciproque de toutes les forces de la matière, de la vie et de l'esprit. Position de principe qui l'a amené à prendre part aux combats pour l'officier Dreyfus, contre la peine de mort ou la conquête du Maroc, en faveur de l'universalité des droits à l'éducation, bref à « constituer l'humanité<sup>1</sup> », comme il le dit joliment dans son éditorial de lancement de *L'Humanité*. Cela permet aujourd'hui de comprendre la nécessité de participer aux efforts et changements pour que la vie à venir soit respectueuse et réparatrice des capacités de la planète, au prix d'un nouvel et nécessaire élargissement des principes socialistes initiaux.

1. Joseph Paul-Boncour, « Souvenirs », *L'Humanité*, 31 juillet 1919.

2. Voir les notes 1 p. 63 et 1 p. 64.

3. Nous avons essayé de marquer la place de ce dirigeant, qualifié de « profond politique » par Jaurès dans Édouard Vaillant. *Le socialisme républicain*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2015 et Édouard Vaillant. *L'invention de la gauche*, Paris, Armand Colin, 2018.

4. Pour ces deux textes de Blum, voir Léon Blum, *Le Congrès de Tours. Le socialisme à la croisée des chemins 1919-1920*, préface de Romain Ducoulombier, Paris, Gallimard, « Folio », 2020.

1. JJ, « Notre but », *L'Humanité*, 18 avril 1904, *Œuvres...*, t. 9, *op. cit.*, p. 403-405.

# TABLE DES MATIÈRES

---

Introduction .....	7
Progrès et raison .....	15
Alimentation, santé et hygiène .....	31
Protéger paysages et forêts, penser la ville .....	51
Conclusion .....	67









Achévé d'imprimer en août 2021  
sur les presses de l'imprimerie Firmin Didot

Dépôt légal : septembre 2021

Numéro d'édition : 4664

Numéro d'impression :

Imprimé en France

